

la Révolution prolétarienne

REVUE SYNDICALISTE RÉVOLUTIONNAIRE - FONDÉE PAR PIERRE MONATTE EN 1925

POUR UNE UNION DES TRAVAILLEURS EUROPÉENS

L'année 1979 sera l'année de l'Europe. Quelle Europe ? La question nous assiège de partout, du côté qu'on appelle la droite comme du côté qu'on appelle la gauche. Aux deux extrémités de l'éventail politique, la rencontre se fait sur le terrain du nationalisme. Ce n'est pas la première fois. Le parti français dit communiste, travaille, sur ce point comme sur tous, « avec la queue des masses » et il n'est pas dit qu'il n'en recueille quelques fruits électoraux dont il a d'ailleurs fort besoin pour redorer son blason.

Pour écœurante qu'elle soit, sa position ne nous étonne pas. Ce n'est pas d'après elle que nous déterminons la nôtre. A cette question de l'Europe telle qu'elle se fait, telle qu'on nous la fait, nous avons aussi notre réponse. Celle de syndicalistes ouvriers révolutionnaires qu'on pourrait dire marginaux, qui, à considérer le mouvement ouvrier européen réel, le sont beaucoup moins que ne le croient les réactionnaires de droite et de gauche, unis contre l'Europe comme il est de leur nature qu'ils le soient. Nous ne faisons pas que chanter l'Internationale, nous sommes internationalistes, et cette déclaration de principe suffirait déjà à esquisser la première réponse que nous ferons aux tentatives boîteuses d'unification économique, politique et sociale de l'Europe.

Nous ne nous satisfaisons pas d'une position de principe, nous ne nous berçons pas d'utopie, bien que l'utopie soit souvent créatrice. Nous ne nous détachons pas du réel, et le mouvement ouvrier européen réel nous montre déjà, non pas demain mais aujourd'hui, une unité dans la revendication sociale, dans les formes de lutte qu'il adopte, dans sa résistance à la politique, à peu près unifiée elle aussi, des gouvernements en place dans tous les pays de l'Europe occidentale. Un bel exemple d'une unité de pensée et d'action des travailleurs européens : la lutte pour la réduction du temps de travail, mouvement d'ensemble où les syndicalistes français ne sont pas à l'avant-garde.

De bons camarades nous disent : mais cette Europe qu'ils nous préparent, ces gouvernements, c'est une Europe capitaliste. Attendez-vous qu'ils vous servent les Etats-Unis Socialistes d'Europe ? C'est votre tâche, c'est la nôtre, d'aller vers ce but, en luttant pour lui dans une Europe capitaliste. La

DANS CE NUMERO :

- **Les idées et les gens**
par G. LAMIZET
- **Les virages du P.C.F.
sur la question laïque**
par P. CHAINTRON
- **1979... ou cinquante ans après**
par R. GUILLORE
- **Joseph Delteil et Guy Riobé
retour à un évangile
révolutionnaire**
par Y. DELAUNAY
- **A la mémoire de
Jacques GALLIENNE**

France aussi est capitaliste, et c'est pourquoi nous y menons une lutte d'opposition ouvrière. Faut-il attendre que l'Europe soit socialiste (et de quelle sorte de socialisme ?) pour que, par-dessus des frontières dérisoires, nous acceptions d'ouvrir nos esprits et nos cœurs à nos camarades européens ?

Un front ouvrier multinational doit répondre en s'opposant aux sociétés multinationales. Celles-ci, qui ne sont pas toutes à domination allemande ou américaine, alors qu'elles ne connaissent pas de frontières économiques, jouent justement des frontières politiques qui entretiennent des différences dans les modes d'exploitation du travail, dans les salaires, dans les charges sociales des entreprises, dans l'orientation de l'action syndicale. Nous voyons dans l'Europe qui se fait sans nous, même dans l'Europe des Etats, un champ ouvert à l'action révolutionnaire, une connaissance meilleure des différents courants du mouvement ouvrier européen, une espérance de fusion, d'unification de ces résistances diverses à une société capitaliste devenue régressive. Ce n'est pas tant d'élection d'un Parlement européen qui nous intéresse ; ses pouvoirs sont pour le moment limités, mais s'y assoieront des députés anti-européens de la droite et de la gauche (même quelques-uns peut-être de « l'extrême-gauche »). Ils seront à leur affaire pour dénoncer et combattre « le condominium germano-américain », puisqu'il est bien entendu pour ces super-patriotes des deux bords que les Américains ne sont utiles et désirables que pour venir gagner les guerres que les « démocraties » européennes avaient déjà perdues ! Ce qui nous intéresse, c'est le développement d'une pensée et d'une action internationalistes qui devrait être plus concret, plus réel — si les socialistes et les syndicalistes s'y mettent — même dans l'Europe actuellement en gestation pénible et dans un monde où se déchaînent partout les nationalismes. La croissance du capitalisme national a entraîné le développement et le renforcement de classe du prolétariat, créant ainsi, selon les marxistes, « son propre fossyeur ». Le capitalisme pluri-national engendrera aussi, avec notre volonté, sa propre contradiction. En tout cas, la voie nous est tracée.

Nous en avons assez dit pour être classés aussitôt dans « gauche américaine » selon la dernière découverte des jeunes « chefs historiques » (?) du C.E.R.E.S. (Centre d'études, de recherches et d'éducation socialistes). Ce serait amusant, si ce n'était surtout pitoyable, d'entendre dérailler quelques-uns de ces militants qui se croient très « à gauche » dans le parti socialiste alors qu'ils sont en fait accrochés à la queue du P.C.F. Ils cherchent entre celui-ci et le parti où ils sont une « moyenne » qui n'existe pas ! Ils risquent seulement d'apparaître, pour un petit moment de l'histoire, comme des exemples d'une invraisemblable crédulité. Mais laissons à d'autres, plus avertis, le soin d'analyser les mille et une subtilités du parti socialiste.

Voici que nous rencontrons d'autres contradicteurs, plus inattendus. Dans le « Monde » des 10 et 11 décembre dernier, nous lisons, à titre de « publicité », un placard intitulé : « **Contre l'Europe de l'argent, du chômage et de la répression** ». Bien

entendu, nous sommes aussi contre une telle Europe et nous nous préparons à lutter, dans l'Europe, contre ces trois fléaux, comme nous luttons contre eux dans notre réduit hexagonal. Avouez qu'ils n'ont pas attendu l'élection d'un parlement européen pour être durement ressentis dans notre propre pays. Nous ne pensons pas que les signataires de cet appel veuillent donner celui-ci en exemple d'un pays où ne régnerait pas l'argent, où ne séviraient pas le chômage et la répression ! Alors, pourquoi choisissent-ils cette occasion pour les dénoncer comme si c'étaient des maux qui naissaient tout d'un coup avec l'Europe institutionnelle ? Citons seulement le huitième point de cette proclamation du « Comité d'initiative pour une campagne anti-impérialiste européenne » : **Pour la construction, en Europe, d'une société indépendante des blocs économiques et militaires, dans laquelle les travailleurs et les masses populaires auront la maîtrise de leur destin** ». Nous pourrions déclarer ici notre accord, si nous n'avions décidé de nous dégager de la magie des mots, du verbe, du style gaullien. Mais en quoi cela fait-il avancer d'un pas « la maîtrise des peuples sur leur destin » ! Les travailleurs européens n'auront pas d'autre « destin » que celui qu'ils sauront se bâtir eux-mêmes ; qu'ensemble, ils conquièrent déjà la semaine de trente-cinq heures et l'égalisation, sur le continent, des conditions de travail. Alors, un pas sera fait.

A vrai dire, tous les signataires de cet appel n'étaient pas inattendus. Nous y relevons le nom de Claude Bourdet. Nous respectons l'homme, mais sur ce point fondamental comme sur quelques autres, il est « le compagnon de route » du P.C.F. dont il était le candidat à Villeurbanne. Rien d'étonnant à ce que nous le retrouvions ici. Plus déroutante nous paraît la signature de Charles Piaget, le dirigeant de la bataille de LIP. Mais plus surprenant encore, en tête de la liste, le nom de René Dumont, champion de l'écologie et qui doit figurer, paraît-il avec cette étiquette, sur une liste de candidats au Parlement européen. Il y retrouvera d'autres écologistes, des Allemands notamment, qui ont déjà prouvé dans l'action qu'ils étaient au moins aussi ardents et efficaces que leurs camarades de France. René Dumont se sentirait-il égaré parmi eux, dans la lutte écologiste nécessaire, sur le plan européen, contre les nuisances et les déchets envahissants de la civilisation industrielle ?

Laissons ces militants de plus justes causes à ce que nous croyons être leurs contradictions. Notre place est parmi les combattants européens de la cause ouvrière. C'est aussi une « Europe des travailleurs » qui est la nôtre, dans une action syndicale élargie, et cette Europe est « sans rivages » à l'est comme à l'ouest.

LA REVOLUTION PROLETARIENNE

21. rue Jean-Robert, 75018 PARIS

Tél. : 607.02.06

Abonnements : 6 mois, 35 F — 1 an, 70 F.

Autres pays : 6 mois, 40 F — 1 an, 80 F.

C.C.P. 734.99 Paris

LES IDÉES ET LES GENS

On entend souvent dire, à gauche, qu'aucune considération de personne ne doit être mêlée au débat des idées, par lequel s'exprime le rapport des forces. Je ne suis pas de cet avis.

Quand Lénine jugeait ses compagnons dans son testament, il jugeait leur personne. Sans doute serait-il vain de se dire que si Trotsky avait eu le dessus, au lieu de Staline, dans les conflits qui déchiraient le parti bolchevik, le cours des événements aurait été différent, et non seulement à cause de la différence de leurs idées ; Staline eut le dessus ; et l'on peut admettre avec Trotsky que les forces qui le portaient auraient trouvé d'une manière ou d'une autre à s'incarner — ce qui devrait donner à réfléchir aux apprentis sorciers. Mais peut-être n'est-il pas absurde d'imaginer que s'il était mort en 1935 bien des choses eussent été autres. En bon marxiste, Trotsky disait aussi qu'en Allemagne Hitler était le produit d'une certaine situation sociale et historique. On s'exprimerait d'une façon peut-être moins frappante, mais plus exacte, en disant que c'est l'accession au pouvoir d'un tel homme qui résulta de cette situation. Et, si Hitler était mort en 1935, un autre Hitler, mais un Hitler véritable, se fût-il trouvé ?

A la fin de 1977 le geste individuel d'un homme, Sadate, conscient que les Egyptiens, dans leur masse, sont las de l'état de guerre où ils vivent depuis trente ans et souhaitent en sortir, a fait que rien n'est plus comme avant au Proche-Orient. Et, si un difficile effort a pu être entrepris pour arriver là-bas à une paix générale, effort encore très éloigné et mal assuré d'aboutir, c'est parce que cet homme a reçu l'appui persévérant d'un autre homme, Carter, placé par le choix de ses concitoyens à la tête de l'Etat le plus puissant de la Terre. Mais Sadate et Carter ont en face d'eux Begin. Ils tiennent bon (1).

L'hostilité justifiée de certains camarades de la « R.P. » à l'impérialisme de la Russie soi-disant soviétique ne justifiait pas à mes yeux l'approbation à peu près inconditionnelle qu'ils n'ont cessé de donner à la politique des Etats-Unis, elle aussi impérialiste. Ayant pour ma part déploré, au long des années passées, ce qu'a été cette politique en Iran, au Guatemala, à Saint-Domingue, en Indochine, en Grèce, en Amérique du Sud, je n'en suis que plus à l'aise pour applaudir aujourd'hui à ce qu'elle est devenue sous la direction de Carter. Et si ce qu'on appelle la classe politique fait la petite bouche, ici comme aux Etats-Unis, ce n'est pas cela qui peut modifier mon opinion.

Tant bien que mal, Carter a entrepris de défendre les droits de l'homme, et l'on en parle à présent beaucoup, ceux qui les défendent où ils sont bafoués s'en étaient trouvés encouragés. Il a renoncé pour son pays au rôle équivoque de gendarme du monde,

(1) On n'a cessé de parler à la radio, à la télé, de même qu'en Israël, des « exigences » de l'Egypte. Il ne s'agissait pour Sadate, appuyé par Carter, de obtenir des garanties pour une application complète des accords de Camp-David. Personne ne rappelle que Ben Gourion, toute sa vie l'adversaire de Bégin, a répété à plusieurs reprises, avant sa mort, qu'Israël devrait restituer tous les territoires conquis en 1967, sauf Jérusalem. Et quelque moyen ne serait sans doute pas impossible à trouver de rendre leur ville sainte aux Arabes sans l'enlever aux Israéliens.

mais il s'évertue à jouer au Proche-Orient celui d'un juge de paix, d'un conciliateur. Il a su exercer des pressions suffisantes pour obtenir de Begin, à Camp-David, des concessions ouvrant un chemin vers la paix, et d'abord la reconnaissance des « droits légitimes du peuple palestinien », selon la formule à laquelle Israël a enfin souscrit. Il tient tête à la fraction du Congrès et aux puissantes associations qui servent la cause de l'Etat juif (qu'on ne m'accuse pas d'être antisémite, comme on a fait pour certains, si j'appelle les choses par leur nom, en l'occurrence un nom qu'emploient les intéressés eux-mêmes). Il tient tête au *lobby* pétrolier. Il a mis le holà aux entreprises de la C.I.A., comme Kissinger le lui a publiquement reproché, *dear Henry* regrettant qu'à présent « les Etats-Unis se bornent à une politique étrangère statique ».

Voilà, bien qu'ait pris fin, selon l'expression de Raymond Aron, la présidence impériale, ce qui est possible en ce pays grâce à cette part de monarchie que demeure dans la république le pouvoir du Président. Beaucoup de choses dépendent de la façon dont ce pouvoir est exercé, de celui qui l'exerce. Il n'y eut pas une très grande différence entre ce que fut la politique américaine sous le démocrate Johnson et ce qu'elle fut sous le républicain Nixon. Elle a maintenu sensiblement changé ; croit-on que ce changement ne soit pas lié au changement de personne ? Carter a peut-être commis et commettra peut-être des bévues. Quel homme d'Etat n'en commet ? Mais c'est un honnête homme, tandis que Nixon est un coquin et *dear Henry* un charlatan — même si les capacités de ce charlatan sont grandes, et s'il a pu rendre à la paix de réels services, quand les intérêts coïncidaient avec ceux de la puissance américaine.

Hagnauer a bien fait de relever les sarcasmes de l'élégant monarchiste Gaxotte à l'adresse du « marchand de cacahuètes » Carter et du « marchand de cravates » Truman. Toutefois, je ne porte pas le même jugement sur le marchand de cravates et sur le marchand de cacahuètes, hommes d'un même parti. L'un, par exemple, alors que la victoire était assurée dans la guerre mondiale, donna l'ordre de lâcher sur Hiroshima la première bombe atomique ; j'ai le mauvais goût de considérer cela comme un crime ; l'autre s'est demandé s'il ne fallait pas surseoir à la construction de la bombe à neutrons ; à mes yeux, la seule excuse à la construction de ce genre de bombes est ce qu'on appelle la dissuasion, et donc l'espoir de ne pas avoir à s'en servir.

On peut comprendre pourquoi, de quelque sorte d'élections qu'il s'agisse, je demeure pour ma part résolument hostile à toute forme de représentation proportionnelle faisant qu'on ne vote plus pour des individus, mais seulement pour des partis. Il y a des gens à qui en aucun cas je n'accorderais mon suffrage, même si je souhaitais que le programme de leur parti fût appliqué.

Ce sont de précieuses inventions, nées au pays de la liberté, l'Angleterre, que parlement, coopérative, syndicat. Peut-il y avoir mieux ? J'ai eu l'occasion de dire ici qu'il me paraît également utopique de prétendre que les ouvriers peuvent gérer eux-

mêmes les grandes entreprises créées par le capitalisme moderne et de prétendre que les citoyens peuvent gouverner eux-mêmes les grands Etats qui existent de nos jours dans le monde. Le possible, c'est qu'ils choisissent ceux qui exercent ces fonctions et, avant tout, qu'ils aient le droit, représentés au Parlement, organisés dans les syndicats, de choisir ceux qui en contrôlent l'exercice. Il importe alors de bien choisir. Au travers de ce que les gens disent, on doit essayer d'apercevoir ce qu'ils sont. Et n'inclinons pas à penser qu'après tout un coquin gouverne mieux qu'un honnête homme, parce qu'il est plus réaliste, comme on aime dire ; à la tête d'un Etat, comme d'une entreprise, l'honnêteté veut qu'on tienne compte le plus exactement possible des réalités. La morale a sa place dans la politique.

Considérons en France la guerre apparue au sein du parti socialiste, et dont les journaux, la radio, ont fait des gorges chaudes. Il s'agit des statuts du parti, que Rocard souhaite plus démocratiques. Il s'agit aussi d'établir un programme de gouvernement qui puisse être proposé non seulement aux militants, non seulement à des alliés possibles, mais à tous les travailleurs et à tous les citoyens de bonne volonté. Contre Rocard, soucieux, dans la perspective d'une transformation progressive de la société, de la mise au point d'une politique applicable, et représenté à cause de cela comme le froid technocrate qu'il n'est pas, se sont ligués Mitterrand, Defferre, leurs amis, dont la préoccupation est la stratégie électorale, et l'homme d'une prétendue stratégie de « rupture avec le capitalisme » et de l'alliance avec les communistes, d'une alliance qui ne soit pas seulement électorale (advienne que pourra), Chevènement, qui a jeté à la face de Rocard la suprême injure: social-démocrate.

L'opposition entre les idées est aussi entre les personnes. Aux militants de s'interroger sur les personnes, et non seulement sur les idées, en choisissant ceux qu'ils mettent à leur tête. Il y a le bref passé de Michel Rocard et les étapes successives de la brillante carrière que François Mitterrand (non

sans quelques faux-pas, par exemple au moment du pseudo-attentat du jardin de l'Observatoire) a pour finir fait parcourir avec lui au parti socialiste, le servant éminemment en s'en servant, le recréant de toutes pièces. Le premier secrétaire, le stratège, menacé dans sa prééminence, a parlé, lui que jadis on appelait un Rastignac, de jeunes loups. Et Defferre de désigner Rocard. Et de porter les accusations que l'on sait, que j'ai entendues à la radio, prononcées de sa bouche, et dont j'avais du mal à croire mes oreilles. Son passé toutefois ne lui rend pas facile de faire admettre aux gens qu'il est plus à gauche que Rocard, et il devrait apprendre de Mitterrand à ne pas manquer de mesure. En tout cas, ni ce genre d'insinuations ni ce genre d'accusations contre leur camarade ne les honorent. Celui-ci a répondu avec dignité (2).

Au moment de l'élection des députés, alors qu'il y avait à choisir entre des candidats présentés par les divers partis, je disais déjà que je n'avais pas en un Defferre, en un Mitterrand, la confiance que j'avais en Rocard. Espérons qu'il restera un honnête homme. Espérons que son destin n'en sera pas pour cela celui de Mendès. Espérons que dans son parti on n'aura pas sa peau.

Georges LAMIZET.

(2) Le 10 octobre 1978, dans un article du *Monde*, Antoine Sanguinetti, amiral gaulliste et maintenant membre du parti socialiste, à l'initiative de qui, entre autres, se sont rassemblés « les militants socialistes, communistes ou sans parti du Club des droits socialistes de l'homme », déclarait :

« Le conflit de personnes qui vient d'éclater au parti socialiste entre Michel Rocard et François Mitterrand concerne tous les militants, mais n'en intéresse aucun. »

S'il en est ainsi, je le regrette ; ce conflit concerne et intéresse le simple citoyen que je suis.

Le *Monde* faisait suivre cet article d'une lettre d'un ouvrier socialiste, Roger Bernard, disant :

« Où est le rôle du militant ? Il commence à prendre conscience qu'il ne suffit pas à son parti de prôner la démocratie. Encore faudrait-il l'instituer dans les statuts. Il existe bien un nommé Rocard, qui semble penser comme lui, mais il serait l'extrême droite du P.S. Alors ? »

CHRONIQUE DE L'UNION DES SYNDICALISTES

1979

... ou cinquante ans après

Il y aura cinquante ans en octobre. C'était un vendredi. La Bourse de New York s'effondra, annonçant d'autres effondrements. Les « valeurs » — ce que les capitalistes appellent les valeurs — tombèrent d'un coup de moitié et davantage. Il y eut des faillites retentissantes et des suicides. C'était le tableau habituel, aggravé seulement, du début d'une maladie périodique du capitalisme dit libéral. Les docteurs économistes ne manquaient pas pour expliquer, parfois pour justifier, ces crises du système. Leurs théories étaient multiples, diverses et souvent contradictoires. En tout cas, la plupart comptaient, pour sortir de la crise, sur les mécanismes naturels du « laissez-faire » : après un temps de marasme, l'équilibre se retrouvait sur un plan inférieur et la machine repartait pour une prospérité nouvelle. Ce qui est étonnant, disait un de ces docteurs, ce n'est

pas que la machine soit bloquée un moment, c'est qu'elle reparte.

Dans les années 30, elle ne repartit pas. Son issue fut la guerre mondiale. La crise s'était abattue sur le monde du travail. Des millions de chômeurs battaient la semelle. C'était le temps où l'on jetait le blé à la mer, où l'on brûlait le café dans les locomotives. C'était la surproduction relative, alors que d'immenses besoins n'étaient pas satisfaits. La misère et le désespoir des sans-travail étaient la mauvaise terre où germaient les dictatures. En Allemagne, durement touchée par la crise, Hitler commença son ascension, servi politiquement par la tactique stalinienne de lutte contre la social-démocratie « ennemi principal ».

Après les destructions de la Deuxième Guerre mondiale, les docteurs du capitalisme semblèrent triompher. Pendant un quart de siècle, leur système ne connut pas de crise, sinon les fluctuations inévitables d'une croissance continue. La périodicité des crises ne se retrouvait pas. La machine marchait

convenablement pour les capitalistes qui prétendaient l'avoir bien maîtrisée. Ils y avaient réussi en abandonnant le capitalisme libéral, en faisant de l'Etat le facteur dominant d'une économie plus ou moins bien planifiée. Certains experts malgracieux mettaient en garde des dirigeants installés contre le déraillement prévisible de la belle mécanique. Ils furent dédaignés. Tout alla assez bien tant que les maîtres du système purent dicter aux pays producteurs de pétrole le prix du précieux carburant. Quand les pays producteurs se libèrent de cette forme d'impérialisme, cela suffit à enrayer tout le système et à déclencher une crise dite « structurelle ». Ils n'avaient fait qu'avancer l'échéance.

**

1979 verra-t-elle se reproduire les formes de crise aiguë de 1929 ? Ce n'est pas impossible. On voit déjà quelques analogies. Mais ce n'est pas ce qui est, pour nous, pour des syndicalistes ouvriers, le plus important dans le présent. Nous sommes déjà enfoncés dans une crise du système mondial du capitalisme d'Etat dont nous subissons les effets que nos gouvernants locaux (nationaux, si vous voulez) se révèlent impuissants à dominer. Ils s'y essaient paradoxalement par un retour au capitalisme libéral. « Reconnaissons comme avant, faisons du capitalisme sauvage puisque ça ne marche plus avec le capitalisme dirigé ! » M. Barre est le Pierre Laval de 1979. Il a libéré les prix, sauf un : celui de la force de travail, celui de la main-d'œuvre, le salaire pour parler clairement. Celui-là reste contrôlé. M. Barre a dit, devant un forum de chefs d'entreprises, que le freinage des salaires était, en 1979 encore, la condition de la réussite de son plan, une réussite qu'il reporte d'année en année. Pratiquement, les revenus des « valeurs » capitalistes, bénéfices et profits, se sont gonflés en 1978. Cela n'a pas créé d'emplois. Sur ce terrain de l'emploi la perspective est sombre. André Bergeron pronostique une aggravation de 20 % du chômage et, avec juste raison, il rappelle les menaces antidémocratiques que recèle cette montée du chômage. La politique de M. Barre est celle qu'il ne faut pas mener et poursuivre. Les patrons eux-mêmes, malgré les privilèges qui leur reviennent, ne sont pas convaincus de ses mérites. M. Barre les a un peu admonestés en leur demandant de « changer de vocabulaire », de vocabulaire seulement. Ah ! s'il ne s'agissait que des mots, M. Barre aurait ses chances. Encore que ses couplets libéraux ne soient pas de première jeunesse ! Ils participent de la mode « rétro ».

Au centre de l'action syndicale : le travail posté

Qu'est-ce que le travail posté ? C'est l'organisation du travail par équipes successives pour assurer une production continue, une production qui ne s'arrête pas, qui fonctionne jour et nuit, le dimanche comme la semaine. Cette production ne peut pas s'arrêter en raison d'impératifs techniques, ou elle ne doit pas s'arrêter en raison de contraintes économiques (ou prétendues telles). Les travailleurs nécessaires doivent donc se succéder par équipes, par roulement, sans interruption. On voit déjà quelles conséquences néfastes peut avoir pour eux, pour leur vie familiale et sociale, cette astreinte du travail posté.

Ce fut le sujet d'une conférence de presse de la CFDT tenue le 8 janvier. Nous y entendîmes les représentants de fédérations ou de syndicats particulièrement intéressés : sidérurgie, pétrole, papier-carton, ciments, textile artificiel. Ils insistèrent tous sur les répercussions du travail posté sur la santé du travailleur, sur le trouble du rythme de vie qu'il entraîne, sur la privation du sommeil, sur l'augmentation du nombre des accidents du travail (84 cas mortels à Dunkerque dans la période récente) et, aussi, sur l'absentéisme qui résulte d'une fatigue anormale.

La nécessité de l'action contre le travail posté, au moins pour l'amélioration des conditions dans lesquelles il est organisé, s'impose d'autant plus que le travail posté est en extension. Dans la branche papier-carton, il ne touchait, il y a vingt ans, que 22 % des effectifs de la branche, il en concerne 52 % aujourd'hui. Dans la sidérurgie, sur les 135.000 travailleurs encore actuellement employés, plus de la moitié travaillent en continu. Ce travail y est effectué par quatre équipes de huit heures : la semaine comprenant 7 fois vingt-quatre heures, soit 168 heures, la *moyenne* du temps de travail hebdomadaire s'établit donc à $168 : 4 = 42$ heures. Nous disons bien *en moyenne*. En pratique, chaque équipe accomplit 7 fois 8 heures, soit 56 heures en 7 jours, avant de se reposer deux ou trois jours.

Pour coordonner l'action de ses fédérations, la direction de la CFDT a décidé de faire de 1979 une année de lutte contre les conditions de travail posté. L'objectif est évidemment sa suppression. Les impératifs techniques ne sont pas toujours aussi absolus que le prétend le patronat. Dans la papeterie, par exemple, il n'est pas vrai que les machines à papier ne peuvent être arrêtées et remises en marche sans que cela provoque un dommage matériel. Quant aux arguments d'ordre économique, ils ressortent de la logique patronale, celle du profit maximum qui suppose l'utilisation permanente des machines sans considération des contraintes excessives qu'elle impose au « matériel humain ».

Mais si le travail posté doit durer, au moins qu'il s'effectue dans des conditions plus supportables pour les travailleurs. Cela signifie la réduction du temps de travail de chaque équipe et l'augmentation du nombre des équipes assurant le roulement. Les syndicats CFDT de la sidérurgie proposent 5 équipes de 8 heures, soit un temps de travail hebdomadaire moyen de $168 : 5 = 33$ heures 36 minutes. Il y aurait trois ou quatre jours de repos après chaque période de 40 heures.

La revendication et l'action syndicales sur le travail posté vont se développer cette année, sans doute aussi au plan international. Les travailleurs postés doivent avoir au moins le contrôle, et même la maîtrise, des conditions de ce labeur particulièrement pénible. Certains d'entre eux n'ont pas attendu : dans une usine à papier de l'Isère, les ouvriers ont déjà décidé d'arrêter volontairement le travail « continu » le samedi.

Nous suivrons ici l'action entreprise et nous marquerons les points obtenus par les « travailleurs postés » dans leur lutte pour plus de bien-être et de liberté.

R. GUILLORE.

SOLIDARITÉ A L'ESBROUFFE

S'il reste quelque conscience dans le monde ouvrier sur le sens du devoir de solidarité envers ceux des nôtres victimes de l'ostracisme liberticide, ce doit être pour rappeler à nos responsables syndicaux que la fin de janvier 1979 sera une date anniversaire à marquer d'une pierre noire pour le syndicalisme tunisien.

Un an s'est, en effet, écoulé depuis qu'Habib Achour et ses camarades de la commission exécutive de l'U.G.T.T. ont été écroués pour avoir osé braver le pouvoir omnipotent de l'ex-champion de l'indépendance tunisienne en manifestant pour le droit à la vie des travailleurs tunisiens.

De surcroît, en décembre dernier, trouvant leur détention trop douce, leurs geôliers ont déporté Achour et l'un de ses adjoints au pénitencier de Nador « connu pour la rigueur des conditions de détention ». La Ligue tunisienne pour la défense des Droits de l'Homme a protesté et réclamé la libération de tous les détenus politiques et syndicalistes emprisonnés, ainsi que la proclamation d'une amnistie générale.

Ailleurs, c'est le grand silence. Un silence complice des bureaucraties syndicales tout occupées qu'elles sont de leurs querelles de boutiques. Pourtant, on pouvait penser que l'U.G.T.T., appartenant à la C.I.S.L., lorsqu'une organisation de cette grande famille syndicale est atteinte, ce sont toutes les organisations qui lui sont liées qui doivent se sentir elles aussi touchées et agir en conséquence. Ce n'est, hélas ! pas le cas.

Dans notre candeur naïve, nous avons exprimé l'avis qu'une action convergente internationale des dockers et marins aurait pu intervenir utilement. Or il apparaît qu'en l'état actuel des choses, ce ne pouvait être qu'une vue de l'esprit.

Il est pourtant d'autres moyens qu'une solidarité agissante aurait pu employer pour alerter l'opinion sur l'arbitraire tunisien. Au temps de l'anarcho-syndicalisme, si décrié par nos actuels pontifes syndicaux, les grandes gueules du syndicalisme avaient une tout autre allure et ne se contentaient pas de jérémiades platoniques. En témoignent les campagnes retentissantes de la C.G.T. d'alors qui pratiquait une politique syndicale humaniste ne se limitant pas aux revendications matérielles.

La liste serait longue des actions politiques ainsi engagées par voie d'affiches, de meetings, de manifestations. Evoquons les principales : l'affaire Francisco Ferrer, le père de l'Ecole Moderne, fusillé dans les fossés de Monjuich ; l'affaire Jules Durand, ce secrétaire des Charbonniers du Havre, anarcho-syndicaliste, condamné à mort par les tenants d'une bourgeoisie haineuse et apeurée, puis innocenté après sa mort en prison ; la lutte contre les bagnes militaires, les bataillons d'Afrique, Biribi, etc., pour recrues indisciplinées ; contre le colonialisme et la guerre de conquête du Maroc. A cela on doit ajouter la vigoureuse campagne lancée contre la loi Millebrand d'augmentation du service militaire de deux à trois ans. Car, à l'encontre de nos leaders, acquis d'avance à l'éventualité d'une nouvelle participation guerrière, ceux de cette époque propageaient dans la jeunesse ouvrière, à travers l'esprit de révolte contre les injustices sociales, la haine du militarisme, l'anti-

patriotisme et le soulèvement ouvrier en cas de guerre. Que cela n'ait pas réussi est une autre histoire.

Aujourd'hui, c'est à un syndicalisme amorphe, sclérosé par ses divisions et démissionnaire de sa véritable mission que nous avons affaire, surtout après les déceptions politiques, électorales et gouvernementales. L'U.G.T.T. peut bien être l'organisation-sœur de la C.G.T.-F.O., André Bergeron digère bien, merci, et ses nuits ne semblent pas autrement troublées par le sort des embastillés tunisiens. Non plus, d'ailleurs, que celles de ses confrères en mission sociale « libératrice », Ségué et Maire.

Faudra-t-il donc attendre encore longtemps que sonne de leur part le réveil de l'action salutaire qui s'impose ?

La question reste posée.

N. FAUCIER.

A TRAVERS LES LIVRES

TROIS OUVRAGES POSTHUMES

de Louis Mercier

Un an déjà s'est écoulé depuis que notre ami Louis MERCIER nous a quittés, mais il nous reste présent puisque, successivement, trois nouveaux écrits de lui, restés en attente de publication, ont vu le jour.

Le premier, sorti dans la collection « Critique de la politique », chez Payot, a pour titre « la Révolution par l'Etat ». Il s'agit d'une analyse des pays d'Amérique latine qu'il connaissait bien pour y avoir séjourné et milité et, tout en recherchant les meilleures solutions aux problèmes sociaux respectifs à chacun de ces pays, d'une mise en garde contre les méfaits des intellectuels alliés aux technocrates dont le seul souci est souvent la manipulation des choses et des hommes, à travers les mouvements révolutionnaires, pour servir leur accession au pouvoir des appareils d'Etat.

Le deuxième : « la Chevauchée anonyme » (Editions Noir, Genève, 14,50 F) est le récit des pérégrinations de Mercier et de quelques amis, insoumis comme lui en 1939, dans cette Amérique latine où il allait pousser ses investigations et où il devait retourner souvent depuis un séjour plus ou moins long tant en Argentine qu'au Chili, au Paraguay, au Pérou, au Brésil, en Uruguay, etc.

Mais c'est le troisième, intitulé « Anarcho-syndicalisme et Syndicalisme révolutionnaire », publié récemment par Spartacus (15 F), qui pourra intéresser nombre de nos lecteurs. Ce petit livre se donne pour objet d'analyser les caractéristiques de l'anarcho-syndicalisme, son action, son évolution à travers les luttes sociales et les problèmes qu'elles posent au mouvement ouvrier.

Remontant aux origines, Mercier, citant largement Fernand Pelloutier, et notamment sa fameuse « Lettre aux anarchistes », montre que celui-ci, tant par ses écrits que par son action militante, se révèle l'un des pères de l'anarcho-syndicalisme et du syndicalisme révolutionnaire.

Poursuivant son étude, il met en évidence la célèbre controverse qui mit aux prises Pierre Monatte et Enrico Malatesta au congrès international anarchiste d'Amsterdam, en 1907, concernant les rapports de l'anarchisme et du syndicalisme sur le plan théorique et pratique.

De même, il s'efforce de tirer, à cet égard, les leçons de certaines expériences, telles que celles du fonctionnement des conseils d'usines et d'entreprises lors des occupations d'usines en Italie du Nord au cours des années 1919-20; celles des collectivités libertaires agraires et industrielles dans l'Espagne des années 1936-39, puis les journées de juin 1936 en France.

Il démonte ensuite, en divers chapitres, le mécanisme des différents types de gestion d'entreprises privées ou d'Etat, et le comportement ouvrier. La cogestion et l'autogestion sont aussi analysées dans les faits pour en montrer les limites et les dangers tout comme bien d'autres aspects et tendances des nouvelles sociétés techno-bureaucratiques et l'adaptation nécessaire de nouvelles formes de lutte en vue d'une meilleure efficacité de l'action ouvrière.

Cela dit, il faut remercier l'éditeur, notre ami René Lefeuvre, à qui l'on doit déjà beaucoup dans le domaine de l'édition d'études sociales et syndicales, d'avoir fait suivre le texte de Mercier par la reproduction de celui de Victor Grifuehles, paru en 1909 sur « le Syndicalisme révolutionnaire » qui, va dans le même sens, s'attachant à faire ressortir les vertus de l'action directe ouvrière face aux tentatives intéressées des manipulateurs de tout poil.

N. FAUCIER.

D'OU VIENT L'ARGENT

MOIS DE DECEMBRE 1978

RECETTES

Abonnements ordinaires	2.113,—	
Abonnements de soutien	1.755,—	
		3.868,00
Souscription		541,00
Vente au numéro		10,00
		4.419,00
Total des recettes		4.419,00
En caisse au 1-12-78		6.317,17

10.736,17

DEPENSES

Editions Polyglottes :		
avance sur trimestre	5.000,00	
Téléphone	144,29	
		5.144,29
Total des dépenses		5.144,29
En caisse au 31-12-78		5.591,88

10.736,17

ABONNEMENTS DE SOUTIEN

Monteillet (63), 100; Pons (06), 200; Chauveau (92), 100; Cuny (75), 100; Borie (33), 90; Sorin (44), 150; Tuffery (83), 80; Paupy (63), 100; Langue (27), 100; Patault (41), 70; Saiter (60), 100; Nan (31), 85; Duval (75), 100; Fornerod (Suisse), 200; Jourda (93), 80; Simplet (69), 100. — Total : 1.755 F.

SOUSCRIPTION

Finidori (Tunis), 150; Hervé (37), 250; Lemire (92), 50; Delaunay (75), 91. — Total : 541 F.

L'ouvrage de Robert LOUZON

LA CHINE

Ses trois millénaires d'histoire

Ses cinquante ans de révolution

est en vente au prix de 10 F (frais d'envoi en sus)

aux EDITIONS SYNDICALISTES

C.C.P. 21.764-88 Paris

Un ouvrage à lire... ou à relire...

LA CHINE de LOUZON

Les Editions syndicalistes sont en train de liquider le stock du livre sur la Chine écrit en 1954 par Louzon. Les plus anciens des lecteurs de la R.P. le possèdent évidemment dans leur bibliothèque. Aussi bien n'est-ce pas pour eux — pas essentiellement du moins — que j'écris ce papier.

Je suppose, par contre, que beaucoup de jeunes ne l'ont pas lu. Hésiteraient-ils à le faire, le considérant comme dépassé? Je voudrais essayer de les convaincre de l'intérêt que présente encore sa lecture.

L'histoire de la Chine ne commence pas en 1949, avec la proclamation de la République populaire, que diable! Nous sommes tellement obnubilés par le présent ou le passé le plus proche que nous avons une tendance instinctive à rejeter dans les oubliettes une histoire tant soit peu éloignée dans le temps — et plus encore si elle l'est également dans l'espace — son intérêt ne nous apparaissant pas d'emblée évident pour la compréhension de l'actualité.

En fait, quelle que soit l'ampleur des bouleversements qu'elles ont pu connaître, toutes les histoires nationales restent enracinées dans un passé dont il leur est impossible de faire complètement abstraction. La Révolution française de 1789 a abattu l'Ancien Régime, mais le centralisme jacobin puis napoléonien a pris le relais du centralisme monarchique. Sur le plan de la politique intérieure aussi bien qu'extérieure, que de filiations entre la Russie soviétique et la Russie des tsars! Ainsi en va-t-il de l'histoire chinoise, et plus encore peut-être que de l'histoire française ou russe, dans la mesure où elle est infiniment plus ancienne.

Comme l'indique le sous-titre de la couverture, l'ouvrage de Louzon se divise en deux parties : les trois millénaires d'histoire chinoise — les cinquante ans de révolution aboutissant à la victoire communiste de 1949.

Sous une plume autre que celle de Louzon, l'évocation des trois millénaires aurait pu constituer un condensé fastidieux. Mais, avec autant de talent que dans ses *Notes d'économie et de politique* de la R.P., Louzon a su dégager les grandes lignes de force de cette histoire et, à de nombreuses reprises, esquisser de suggestives comparaisons avec des histoires qui nous sont plus familières, histoire française ou histoire européenne.

C'est pourquoi son ouvrage « passe la rampe » de façon magistrale. Il m'a été extrêmement précieux lorsque j'ai eu à rédiger, il y a une quinzaine d'années, un cours sur la civilisation chinoise pour des élèves de Terminale. Bien que l'étude des civilisations autres que les civilisations américaine et soviétique ait été retranchée des programmes, je pense qu'il pourrait constituer, pour de jeunes professeurs d'Histoire, un élément précieux de documentation personnelle.

Mais tous les jeunes — et de moins jeunes — soucieux de s'initier à la compréhension de la Chine peuvent y trouver, j'en suis persuadé, substantifique pâture!

Y. D.

Jacques GALLIENNE

Un coup brutal vient de nous frapper : Jacques Gallienne est mort. Une crise cardiaque l'a terrassé le 30 décembre dernier. Comment aurions-nous pu nous attendre à ce coup quand nous voyions et écoutions Jacques Gallienne dans les toutes dernières réunions de notre cercle parisien ? Il les fréquentait assidument depuis quelques années et il y avait conquis l'amitié fraternelle de tous et de toutes.

Son premier abord était peut-être un peu froid. Mais le cœur n'était pas loin. C'était un homme discret, réservé, tolérant. Il ne perdait rien des propos échangés. Quand il prenait la parole, son ton pouvait paraître d'abord un peu bougon, mais bientôt il éveillait et retenait l'attention. Il ne parlait jamais pour ne rien dire et chacun reconnaissait son savoir, sa culture, son expérience. Il s'était lentement intégré au « noyau ». Il participait à la fabrication matérielle des numéros de la « R.P. ». Surtout, il y avait pris sa place de chroniqueur habituel avec ses propos « à bâtons rompus ». La plupart de nos lecteurs s'étaient pris peu à peu à les apprécier, à les goûter. C'est qu'il parlait un langage clair sur toutes les questions du mouvement social international. Il le faisait sur un ton très personnel et avec les idées qui lui étaient propres. Au départ de sa collaboration, il avait pu en choquer quelques-uns qui ne manquèrent pas de réagir. Mais n'est-ce pas le droit de chacun ici de penser et d'écrire autrement que d'autres ? Les témoignages ne manquent pas non plus pour prouver qu'il avait su gagner l'estime de notre public de camarades.

Gallienne n'était plus un jeune. La mort l'a frappé à soixante-dix ans. Rien d'étonnant à ce que son itinéraire syndical et politique n'ait pas été le même que celui d'autres militants de sa génération. Le fait est que, sous l'influence et sur les conseils de Robert Louzon, ils les avaient rejoints à la « R.P. ».

Il n'était pas le seul à avoir gagné à cette rencontre. N'est-ce pas un des mérites de la « R.P. » d'être un carrefour où se retrouvent des militants ouvriers qui y sont venus par des chemins différents ?

Celui qu'avait suivi Gallienne n'a d'ailleurs rien d'extravagant. Très jeune, il avait passé un peu de temps dans le parti communiste. Il n'est pas seul dans ce cas dans notre milieu. Puis il avait milité longtemps dans le mouvement trotskyste. C'est sans doute cette étiquette qui l'avait fait contester de prime abord. Gallienne a prouvé en marchant, par sa sincérité, par sa loyauté, qu'il avait sa place parmi nous.

Jeune enseignant, il avait tout de suite milité dans les syndicats. Devenu professeur, il alla enseigner en Tunisie, puis au Proche-Orient. Il y avait trouvé une douce compagne que nous saluons aujourd'hui dans son malheur. Il y avait acquis une sérieuse connaissance du monde arabe pour lequel il montrait beaucoup de sympathie. De cette connaissance réelle, il nous faisait profiter. Dans notre réunion du début de décembre, il rapportait encore sur cette très grave question du Proche-Orient.

Voilà l'homme que nous venons de perdre. Ce vide nous le ressentons déjà. Il s'ajoute à celui qu'avait creusé parmi nous la mort, survenue dans des circonstances semblables, d'Alexandre Croix, autre personnalité, autre caractère, même amitié, même fraternité.

Notre « R.P. » aura du mal à combler ces vides. Elle le fera si de plus jeunes que Croix et que Gallienne ramassent leur drapeau et viennent à la « R.P. » par leurs propres chemins.

Nous n'oublierons pas Jacques Gallienne parmi leurs précurseurs. Salut, camarade Gallienne !

R. G.

Une lettre pour Gallienne que celui-ci ne lira pas de Jean TEILHAC (Perpignan)

Mon cher Camarade,

Je suis confus de l'intérêt que vous portez à mes propos épistolaires, confus mais aussi très satisfait, car j'attache, quant à moi, beaucoup d'importance à cette correspondance entre rédacteurs et lecteurs de la « R.P. », laquelle est un des très rares journaux libertaires que je connaisse (j'en connais peu) où cette rubrique est régulièrement ouverte et fournie.

Ceci dit, ce n'est pas votre marxisme que je vous reproche, mais votre foi dans le marxisme. Nuance ! Pour Bakounine, c'est, je crois, Rosa Luxemburg, qui l'a traité de guignol. Et, à mon très humble avis, hélas ! elle n'a pas tort. Bien entendu, Bakounine n'est pas qu'un guignol : sa dénonciation du stalinisme avec plus d'un demi-siècle d'avance reste pour moi une éblouissante intuition.

Utopie, l'anarchie antiétatiste ? Je n'en sais rien. Synthèse de l'anarchisme et du marxisme ? Utopie encore ? Je n'en sais toujours rien. Mais quelle sagesse populaire dans cette déclaration que je trouve dans Boukowsky : « On ne doit pas prendre des leçons chez ses ennemis, si l'on ne veut pas être comme eux » !

La déstalinisation, prétendez-vous toujours, se serait faite en Russie parce que le peuple en avait plus que marre et qu'il a fallu lâcher du lest. Je

peux être mal renseigné, mais je continue à n'en rien croire. En dehors de la contestation religieuse, il n'y a pas, à ma connaissance, de contestation de masse en U.R.S.S. En Pologne, pays sur lequel je suis mal informé, il en est peut-être de même et le premier voyage du nouveau pape dans son pays d'origine risque d'être un événement (politique) de première grandeur. En U.R.S.S., le peuple n'en a pas marre du parti-tzar. Le texte de Biéliniski (de 1847) cité par Pierre Aubery cinq pages après la vôtre sur « le sentiment de la dignité humaine perdu depuis tant d'années dans la fange et la servitude » est toujours vrai en 1979.

Pour Cl. et J. Broyelle, je vous trouve très généreux de ne pas m'avoir vertement reproché mon grossier amalgame entre vos propos et ceux de Georges Hourdin. J'étais encore sous le coup de la nausée dans laquelle m'avait laissé la lecture de sa « Tentation communiste ». Et je le suis toujours. Mais ce n'était pas une raison pour profiter comme je l'ai fait de l'occasion que vous m'offriez d'épancher ma bile.

Particulièrement riche de substance, ce numéro de décembre : Silone et Guehenno, l'Amérique, la nouvelle jeunesse de la laïcité, les 35 heures, etc.

Pour quand, la même richesse d'abonnés ? Pour 1979 ? C'est le vœu que je forme. J'y crois !

CHRONIQUE ANTICLÉRICALE : POUR UNE CLARIFICATION

Les partisans de la laïcité, c'est-à-dire ceux qui militent précisément pour qu'aucun parti, aucune église, aucune organisation, aucun Etat et finalement aucun pouvoir ne s'approprient l'enfant font aujourd'hui figure de dinosaures. N'est-ce pas du moins ce que suggérait récemment un hebdomadaire de gauche (1) en s'en prenant aux instituteurs ?

Pourquoi et comment en sommes-nous arrivés à la situation paradoxale qui fait que les hommes luttant pour *le droit à la vérité* — car c'est de cela prioritairement qu'il s'agit — apparaissent comme rétrogrades, voire réactionnaires, demandions-nous en conclusion de la chronique précédente ?

La réponse n'est pas simple...

Il est d'abord évident que *les progrès du capitalisme* (que d'aucuns par messianisme révolutionnaire imaginent périodiquement en crise structurelle et non conjoncturelle, prenant ainsi leurs désirs pour la réalité) et *ceux de la technobureaucratie* — la société d'autosurveillance se profile à l'horizon de l'an 2000 — constituent les causes les plus fondamentales de la régression actuelle.

Par un processus bien connu qui a fait ses preuves en histoire et que les révolutionnaires devront bien supprimer un jour, c'est alors le juste ou le sage, celui qui pense par lui-même qui devient *le bouc émissaire* objet de la haine conjuguée de ceux qui ont peur et de ceux qui exploitent...

Mais il est une autre raison qu'il faut avoir l'honnêteté intellectuelle de regarder en face. Les laïques ne peuvent en effet s'abstraire de l'évolution générale qu'ils subissent comme tout un chacun mais faut-il encore qu'ils la mesurent pour ne pas perdre... leur âme et retrouver la parole perdue. Or souvent *ils semblent douter d'eux-mêmes* non sans doute parce que leur conviction n'est plus aussi assurée que par le passé mais par prudence tactique.

C'est sans doute sur le plan linguistique que se traduit le mieux cette crise d'identité. Elle affecte le peuple des militants dont certains confondent œcuménisme et laïcité mais n'épargne pas la population. En témoignent les petits soins sous forme de gros mensonges dont sont victimes les électeurs catholiques au moment du suffrage universel ainsi que l'extraordinaire confusion mentale qui règne dans le pays de Descartes en ce domaine. Nous l'avions déjà écrit mais sans doute faut-il le répéter : qui invoque la liberté de conscience est sectaire et qui se pare du drapeau de la liberté religieuse est désormais loué pour sa tolérance et son ouverture d'esprit. Oubliant la distinction ecclésiastique toujours en vigueur entre la thèse et l'hypothèse, trop de prolétaires voient en l'Eglise romaine la championne des droits de l'homme qu'elle a dès leur apparition farouchement combattus, alors que derrière ce noble étendard qu'elle invoque, en Pologne ou au Chili elle continue obstinément à lutter pour les droits de Dieu...

La même erreur d'interprétation surgit quand il s'agit d'observer et de mesurer la politique de l'Eglise néostalinienne. Que le cardinal Séguy à grands renforts de slogans publicitaires relayés par les médias de la bourgeoisie complice accorde quelques sièges aux syndicalistes membres du P.S. dans la direction

de la C.G.T. on crie au miracle alors que seules les apparences sont changées !

Le risque est grand dans ces conditions que faute de clarté se constitue une « langue de bois » parlée par ceux-là mêmes qui ont vocation de défendre l'Ecole publique, la séparation de l'Eglise et de l'Etat et au-delà la pensée libre, c'est-à-dire non conformiste. *La laïcité ne doit pas se dégrader en idéologie* — cette plaie des sociétés industrielles — car même habillée d'un vague « progressisme de gauche », elle se refuserait dans un faux souci d'unité qui en réalité masque un vrai électoralisme d'affirmer ce qui constitue sa nature philosophique, morale et sociale : *l'anticléricalisme.*

Qu'on nous entende bien : anticlérical n'est pas synonyme d'antireligieux mais étymologiquement, le laïque s'oppose au clerc, celui-ci étant l'individu qui, *par fonction civile ou religieuse, prétend imposer un pouvoir temporel ou spirituel au tout-venant.*

Et nous sommes dans un temps où prolifèrent dangereusement les clercs. Ils animent les sectes, organisent les lavages de cerveaux et imposent les suicides collectifs dans la forêt guyanaise. Déjà ils montrent leur nez dans la « révolution informatique » si elle n'est pas mise au service de l'homme. Ils encombrant les multinationales. Ils existent dans tous les camps, y compris — nous le savons depuis Staline — dans celui des prolétaires. L'aparatchik, tout comme l'homme du « parti prêtre » quand il réapparaît ou le technobureaucrate appartiennent à cette catégorie. *Tous ont, en commun, la prétention dérisoire et monstrueuse de s'affirmer « maîtres de vérité » et entendent faire le bien du peuple malgré lui, c'est-à-dire trop souvent en dépit des bonnes intentions dont l'enfer, le goulag et la société libérale avancée, sont pavées contre lui.* Le cléricanisme triomphant, c'est toujours la « divine surprise » du pétainisme, du franquisme et du fascisme...

Contre lui nous ne désarmerons pas car il demeure l'ennemi et caractérise la tentation totalitaire.

Oui, la laïcité est dans son essence *révolutionnaire.* Elle a une dimension *libertaire* en demandant à chacun de savoir toujours raison garder et de ne déléguer à quiconque le soin de penser à sa place. C'est pourquoi en actualisant son message aux problèmes d'aujourd'hui, il faut sans complexe et sans calcul la réaffirmer avec force et vigueur. Sans la tronquer ou l'aseptiser. Sans déguiser non plus son contenu de classe que n'avaient certes pas prévu les bourgeois opportunistes du XIX^e siècle qui l'ont naguère propagée. L'«aggiornamento» est sans doute nécessaire mais le retour aux sources, *la clarification*, mieux que l'hypocrite fuite en avant, sont sûrement indispensables si nous voulons vraiment pratiquer les trois vertus qui font le laïque — celles-là mêmes qu'évoquait Ernest Lavisse et qui se situent *non pas au niveau de je ne sais quel sens inéluctable de l'Histoire mais dans un humanisme vivant dont le socialisme est l'une des expressions les plus hautes : « la charité », c'est-à-dire l'amour des hommes, l'espérance, c'est-à-dire le sentiment bienfaisant qu'un jour dans la postérité lointaine se réaliseront les rêves de paix et de bonheur que faisaient naguère en regardant le ciel nos lointains ancêtres et la foi, c'est-à-dire la volonté de croire à la victorieuse utilité de l'effort humain.*

Jean MOREAU.

(1) Le Nouvel Observateur.

A CONTRE-COURANT, PENDANT UN DEMI-SIÈCLE

LE MOUVEMENT DIT DES VINGT-DEUX (suite)

Dans ses précédentes « bonnes feuilles » sur l'histoire de la « R.P. », Roger Hagnauer rappelait le rôle qu'elle joua dans les années 30 pour la reconstitution de l'unité syndicale, et, dans ce but, ce que fut l'action du Comité dit « des Vingt-Deux ».

La Déclaration des 22 Pour reconstruire l'Unité Syndicale

Spontanément, des militants appartenant aux organisations confédérées, unitaires et autonomes, ont décidé de se réunir, d'avoir entre eux un échange de vues sur la situation de la classe ouvrière dans l'état actuel du monde économique et social.

Ils ont considéré que la concentration de plus en plus accentuée du capitalisme, que la force de plus en plus grande de l'organisation patronale et le développement de ses moyens de résistance et de répression, rendent chaque jour plus difficile l'action en vue d'améliorer les conditions d'existence des travailleurs.

Ils ont considéré, d'autre part, que le développement de la politique militariste des gouvernements, la course aux armements, l'extension du fascisme dans de nombreux pays européens, placent le prolétariat devant le double péril de la guerre et de la dictature.

Ils ont reconnu que l'état de dispersion et d'émiettement des organisations de la classe ouvrière permet au capitalisme, au militarisme et au fascisme toutes les audaces, tous les coups d'Etat, toutes les atteintes à la vie du prolétariat.

Ils ont convenu qu'après dix années de duel fratricide, il fallait faire effort pour mettre fin à la division des forces syndicales.

Ils se sont mis d'accord pour lancer l'idée de la reconstitution de l'unité syndicale dans une Centrale syndicale unique, sur les bases de la Charte d'Amiens. La réalisation de cette idée ne se conçoit, à leur avis, que dans la pratique de la lutte de classe et dans l'indépendance du mouvement syndical, en dehors de toute ingérence des partis politiques, des fractions et des sectes, ainsi que des gouvernements.

Ils précisent que chacun devra rester fermement attaché à son organisation syndicale propre, sans arrière-pensée comme sans manœuvre, tout en y poursuivant sa propagande en faveur de l'unité.

Les camarades présents, convaincus que l'idée qu'ils viennent d'émettre rejoindra la pensée intime et les désirs profonds des ouvriers de ce pays, décident de se retrouver prochainement dans une réunion plus large, à l'issue de laquelle un appel sera adressé à l'ensemble des travailleurs français.

Paris, le 9 novembre 1930.

Au nom des camarades présents :

Pour les confédérés : **Marthe Pichorel, L. Digat, P. Monatte, G. Dumoulin, C. Delsol, Roger Hagnauer.**

Pour les autonomes : **Roger Francq, M. Piquemal, R. Laplagne, J. Métayer, P. Martzloff, R. Mathonnet, G. Guilbot.**

Pour les unitaires : **A. Rambaud, V. Engler, Lucie Colliard, H. Boville, R. Deveaux, P. Cadeau, B. Bour, M. Chambelland, F. Charbit.**

Cependant, un des signataires allait rapidement se singulariser et contribuer à la dissociation du groupe ainsi formé. C'était, parmi les autonomes, Roger Francq, représentant de l'USTICA (*Union syndicale autonome des techniciens de l'Industrie, du Commerce et de l'Agriculture*). Il ne fut jamais parmi nous qu'un intrus dont les constructions purement intellectuelles heurtaient l'élémentaire conscience de classe. En fait, la tentative des vingt-deux lui paraissait comme une première étape vers la formation d'une nouvelle centrale syndicale, animée peut-être par les techniciens et les fonctionnaires autonomes, bâtie sur un programme de révolution dans l'abstrait. Il rejetait « en principe » toute réforme, toute compromission, toute collaboration avec l'Etat bourgeois, mais il participait au Conseil Supérieur économique, aux côtés des représentants du patronat et des fédérations réformistes. La violence de la propagande stalinienne, le langage radicalisant des dirigeants de la C.G.T.U. devaient sans nul doute heurter sa respectabilité bourgeoise. Mais l'U.R.S.S. lui apparaissait comme la terre d'un socialisme technocratique. Et il savait que là-bas les techniciens étaient assurés d'une situation privilégiée. Aussi fut-il, parmi nous, peut-être inconsciemment le porteur de consignes dissolvantes inspirées par Moscou.

Il y avait chez Monatte, et chez nous, la volonté de revenir à l'esprit de la Charte d'Amiens, qui entend que l'adhésion syndicale soit motivée *exclusivement* par la qualité de salarié. C'était notre mot d'ordre de *l'Unité pour l'Unité* qui devait orienter toute notre campagne. Roger Francq le rejeta en termes particulièrement sévères et méprisants. Et malheureusement son influence, la pression des autonomes (qui rencontraient dans leurs syndicats, surtout dans celui des Indirectes, une opposition communiste fort virulente), notre désir de maintenir l'unité du petit groupe formée rue de Maubeuge fit adopter lors d'une conférence groupant 500 militants de Paris et de Province, qui se tint à la Bourse du Travail en janvier 1931, un manifeste dans lequel pour justifier notre campagne, on proposait un véritable programme d'action, heureusement rédigé en

des termes n'excluant personne. Mais c'était déjà une orientation différente de celle qui avait inspiré la rencontre du 9 novembre 1930.

Avant même cette date, les dangers qui menaçaient l'existence même du mouvement ouvrier, la crise mondiale lourde de désarroi, d'angoisse et d'aberrations politiques, avaient provoqué quelque trouble dans le Parti socialiste où diverses gauches s'affirmaient avec une audace croissante. Revenu au Parti socialiste, Amédée Dunois, frappé par les bolchevisateurs en même temps que nous, avait proposé à la rédaction du *Populaire* (organe officiel quotidien du Parti) d'ouvrir *une enquête sur l'unité syndicale*. Léon Blum, directeur du journal, n'y était probablement pas hostile. Mais la pression du bureau de la C.G.T., prolongée par les cris de la droite socialiste, avaient abouti à l'avortement de cette tentative. Léon Blum, résistant aux pressions de la direction de la C.G.T., publia dans le *Populaire* la déclaration des Vingt-Deux avec un chapeau exprimant ses propres réserves. Les Vingt-Deux formant « le Comité de propagande pour l'unité syndicale » réussirent à inciter tous les responsables syndicaux, d'abord les dirigeants des deux centrales, puis de nombreux militants syndicalistes et des observateurs politiques du mouvement ouvrier, à exprimer leurs opinions sur les possibilités de réalisation de l'Unité syndicale. Et cette documentation unique fut publiée intégralement dans plusieurs numéros de la *R.P.*, sous le titre ironique et percutant : « *Mais là voilà, l'enquête sur l'Unité Syndicale !* ».

J'ai relu avec quelque émotion toutes les pièces de ce débat qui peut encore nous instruire, alors que le syndicalisme après plus de 45 ans, subit des déviations, des détournements, des corruptions et des avilissements qui le dénaturent dangereusement. Les injures d'une violence inouïe des staliniens de l'époque, les objurgations parfois hautaines, parfois prudhommesques, parfois fielleuses des permanents de la vieille C.G.T., les déformations et les interprétations arbitraires et confuses de doctrinaires, d'intellectuels et de politiciens... tout cela mériterait une actualisation encore édifiante aujourd'hui. Nos jeunes trouveraient dans cette collection de la *R.P.* matière à enseignement fructueux. Car toute cette littérature naquit de cette simple affirmation « *qu'il faut mettre fin aux luttes fratricides entre organisations syndicales...* » qu'il faut réaliser l'unité de la classe ouvrière, telle que l'avait consacrée la charte votée à la quasi-unanimité au congrès de la C.G.T. de 1906. C'est justement cette simplicité qui offensait les agitateurs, les bureaucrates, les faiseurs de systèmes — et qui offense encore aujourd'hui leurs successeurs et imitateurs.

Le Comité dit des 22... avait invité tous les militants touchés par son appel à demeurer dans leurs syndicats respectifs. Il voulait éviter des regroupements fragmentaires et sporadiques. La reconstitution de l'Unité exigeait préalablement l'accord entre les responsables des deux centrales et des organisations autonomes. On avait donc repris la formule du « congrès de fusion » où tous les syndicats confédérés, unitaires et autonomes seraient représentés — formule rejetée par les dirigeants de la vieille C.G.T. qui n'avaient pas maintenu les conditions d'adhésion imposées aux fonctionnaires mais invitaient simplement au retour pur et simple dans les syndicats confédérés, de ceux qui en étaient sortis. Les dirigeants de la C.G.T.U. la rejetèrent avec beau-

coup plus de violence encore, oubliant qu'ils l'avaient lancée en 1925. C'est qu'il leur fallait obéir aux ordres de Staline et accuser de trahison les unitaires partisans de la cohabitation des réformistes et des révolutionnaires. Mais les communistes hérétiques et les trotskystes de la majorité fédérale de l'Enseignement unitaire par parti pris doctrinal et surenchère quelque peu démagogique s'opposèrent également à notre initiative.

Pendant dix mois avec des moyens très limités, par la voie de la *R.P.* et surtout du *Cri du Peuple*, qui avait acquis une assez grande audience — par des assemblées dans la région parisienne et en province où l'on envoyait des délégations tripartites : un confédéré, un unitaire, un autonome, on lança, entretint et développa le mouvement. Je fus assez souvent un des « orateurs » (?) choisis. Nous nous heurtions surtout aux staliniens et nous parvenions sans peine à gagner contre eux la majorité des auditeurs. Au contraire, à Orléans, le secrétaire des cheminots confédérés réussit à mobiliser contre nous un nombre important de ses syndiqués. Il l'emporta sur nous dans un vote à mains levées.

J'avais pourtant la tâche la plus facile.

Au nom des confédérés de notre Comité, je pouvais toucher ceux qui m'écoutaient, en insistant sur les dangers qui menaçaient tout le mouvement ouvrier et sur la nécessité de reconstituer l'unité de classe. Je n'avais à instruire aucun procès et je n'avais pas à demander aux réformistes ou aux socialistes présents de renoncer à leurs idées ou de perdre confiance en leurs militants. Les unitaires du Comité présents aux mêmes tribunes parlaient sans doute le même langage que moi, mais ils ne pouvaient négliger de répondre aux attaques et aux injures des staliniens, car dans toutes ces réunions, un permanent envoyé de Paris par la direction unitaire, porteur de strictes consignes, était là pour dénoncer « *la trahison* » que représentait la propagande pour l'unité syndicale.

J'étais moins à mon aise en écoutant les autonomes. Laplagne, secrétaire de la Fédération autonome des Fonctionnaires que nous avions choisi comme secrétaire du Comité dit des Vingt-Deux, quoique gêné par la virulente opposition communiste dans son syndicat des Indirectes, se conduisit toujours avec une parfaite loyauté, et il était sincèrement convaincu de la nécessité de notre effort. Mais Piquemal, qui certes avait souffert d'une campagne odieuse menée contre lui par les staliniens, ne voulait pas se différencier nettement des communistes « hérétiques » de la Fédération unitaire de l'Enseignement, qui jugeaient impossible et non souhaitable l'unité avec les « réformistes » de la C.G.T. et du Syndicat National des Instituteurs. Surtout Piquemal s'affirmait — subissant sans doute l'influence de Roger Francq — un zélé presque inconditionnel de l'U.R.S.S. Roger Francq, en pleine campagne du Comité, publiait un éloge aberrant du régime soviétique — opposant l'essor de l'U.R.S.S. à la crise capitaliste. Il rapportait d'un voyage en Russie des impressions enthousiastes et prenait comme exemple de la Révolution socialiste continuant et se développant, le fonctionnement des Soviets, représentation idéale de la véritable démocratie populaire.

Certes à cette époque nous ne savions pas encore tout ce que représentait le stalinisme, mais nous pouvions déjà apprécier la sinistre imposture de la

propagande soviétique. C'était déjà par volontaire aveuglement que l'on citait en exemple le fonctionnement des Soviets, qui ne subsistaient que nominale-ment, qui n'exerçaient aucun pouvoir (n'oublions pas qu'en 1921 sous Lénine et Trotsky les insurgés de Cronstadt réclamaient déjà le retour à une véritable démocratie ouvrière sur la base des Soviets). En 1930 les Soviets n'étaient que les « antennes » du dictateur de Moscou...

Oh! nous avons lu et entendu pire depuis, de la part d'intellectuels revenant de Moscou avec des statistiques d'autant plus édifiantes qu'elles s'établissaient sur des réalités fabriquées — et des *Te Deum* d'autant plus glorieux. qu'ils exaltaient des vérités révélées, c'est-à-dire indiscutables et inexplicables. Jamais dans l'Histoire, on n'assista à une telle outrance dans le verbalisme délirant, bafouant la plus élémentaire probité intellectuelle. Nous avons connu, sous l'occupation, des écrivains, des publicistes, des universitaires, zéloteurs de la collaboration avec l'Allemagne hitlérienne, capables de dissimuler sous des fleurs de rhétorique les atrocités du régime nazi — En général, ils ont payé cher cette complaisance criminelle. Et pourtant jamais ils n'ont atteint dans l'imposture la frénétique persévérance des admirateurs de Staline.

Ceux-ci furent-ils dupes ou complices? S'ils ne savaient pas, leur stupidité devrait les discréditer sur le plan intellectuel. Et s'ils savaient, leur apologie des crimes staliniens aujourd'hui incontestés devrait les condamner au silence motivé par leur repentir et par le mépris de ceux qui les avaient écoutés.

Et pourtant ils parlent encore haut et fort, et peuvent se gausser de nous qui, à la *Révolution prolétarienne*, avons commis la lourde faute d'avoir raison beaucoup trop tôt, et l'expions encore aujourd'hui.

Roger HAGNAUER.

P.S. — Est-il nécessaire de rappeler qu'Amédée Dunois que je cite assez souvent fut le seul membre de la rédaction de *l'Humanité* à refuser en août 1914 de s'accrocher à l'Union sacrée? Il fut l'un des premiers zimmerwaldiens au sein du Parti Socialiste. C'est lui qui préfaça l'édition française de l'appel de Romain Rolland : *Au-dessus de la Mêlée*. Rédacteur en chef de *l'Humanité* de 1920 à 1924, il fut naturellement une des premières victimes de la « bolchevisation ». Constant ami de la R.P., il s'engagea dans la Résistance en 1940 et mourut en déportation. C'est avec une grande émotion que nous évoquons sa mémoire.

N.D.L.R. — 1) Roger Hagnauer fait appel à l'aide bénévole d'un ou d'une camarade dactylographe pour participer à la dactylographie de son manuscrit.

2) Dans le prochain numéro, Hagnauer traitera de « la R.P. » dans le soulèvement ouvrier de 1936.

La presse et les P.T.T.

En 1976, la poste — 200.000 agents — a transporté 2 milliards de journaux, soit 30 % du tonnage total, et 20 % des objets distribués. Mais la presse bénéficie de « tarifs spéciaux » basés sur le tirage, ce qui privilégie les « gros » et élimine les « petits », et ne « rapporte » que 2 % des recettes totales. Ce qui entraîne un déficit annuel de 150 millions lourds l'an.

L'évolution des techniques d'imprimerie et d'information feront pratiquement disparaître les principaux pourvoyeurs de « déficit » mais aussi de « travail ». Bien entendu, pas plus les syndicats que l'administration, n'envisagent de demander des « compensations » pour « plus-value excessive » aux grands journaux, dont le transport est en fait largement payé par le contribuable (qui ignore la chose et n'a aucun moyen de contrôle). L'information et la gestion étant laissées totalement au bon soin de la technocratie postale pas particulièrement libérale ou progressiste.

Si bien que la poste va se retrouver avec un effectif que ne justifie plus le trafic ; avec les grèves à répétition elle a déjà perdu en partie la distribution d'imprimés, celle des paquets, le développement du téléphone à ses répercussions sur celui des lettres.

Actuellement 70 % du courrier « lettre » arrive ou part des entreprises (et parmi celles-ci les grosses entreprises font 60 % des envois). Si la grève se prolonge, elles sont en mesure de se passer des postiers, dont l'action finit par léser surtout les petits employeurs. Faisant ainsi objectivement, sans en avoir conscience, le jeu des trusts capitalistes et monopolistes, et de l'arbitraire étatique, qui met alors directement les moyens encore disponibles au service des plus gros en étant soutenu par une opinion publique « roulée dans la farine ».

En cas de licenciement « imposé par la baisse de trafic », les titulaires préféreraient que les auxiliaires soient visés d'abord. Si bien que si les organisations se lamentent sur le sort des 45.000 auxiliaires, et essaient de s'en servir pour l'agitation, elles s'en désintéressent sur le fond, d'autant qu'ils n'ont pas le droit de vote, et que le personnel en place lui reproche de « bloquer les mutations » en province.

Par incompetence technique, par romantisme utopique, ou par volonté politique délibérée, les syndicats font ainsi le jeu contraire de l'idéologie qu'ils prétendent défendre.

Faisant en permanence état de principes favorables aux travailleurs d'origine modeste, ou défavorisés culturellement, aux règles de la solidarité internationale et à la démocratie à la base, ils sont en fait les meilleurs soutiens de l'idéologie bourgeoise, et favorisent largement la promotion des éléments petits-bourgeois les plus attachés aux valeurs du capitalisme. Ce dernier étant divisé en plusieurs courants tous unis contre le prolétariat le plus faible — jeunes, manœuvres, femmes, immigrés, handicapés — dans la mesure où il n'est pas « récupérable » (comme les cadres « prolétarisés » menacés de chômage) dans une conjoncture favorable.

Daniel SERVET.

PERMANENCES DE L'UNION DES SYNDICALISTES

LE LUNDI, MERCREDI et JEUDI à partir de 17 heures

ET LE PREMIER SAMEDI DE CHAQUE MOIS à partir de 15 heures

Joseph DELTEIL et Guy RIOBÉ

ou le retour à un Evangile révolutionnaire

Je crains que cet article ne suscite bien des remous parmi les lecteurs de la « R.P. ». Passe encore d'évoquer le christianisme qui imprègne l'œuvre d'Ignazio Silone, puisque le romancier italien est mort sans le secours d'un prêtre. Mais rendre hommage à Joseph Delteil, écrivain catholique, mieux — ou pis — à Guy Riobé qui était évêque d'Orléans, n'y a-t-il pas là une sorte de provocation ?

Non. Je demande aux plus « laïcs », aux plus « anticléricaux » de nos camarades de ne pas donner parfois l'impression de condamner, en condamnant l'Eglise, tous les chrétiens indistinctement.

Certes, je me garde d'entretenir sur l'évolution de l'Eglise des illusions excessives — encore que, comme Silone, je considère que le Concile a été « un événement positif... utile à tous, même aux incroyants ».

Mais il existe une minorité de chrétiens qui, prenant à la lettre le message évangélique, n'admettent pas que l'Eglise du Christ continue à se faire le rempart de l'ordre établi et du système capitaliste, comme elle avait accepté jadis d'être celui de l'ordre féodal ou monarchique.

De ces irréguliers, on peut en retrouver tout au long de l'histoire. Ce sont, au Moyen Age, les Spirituels franciscains et autres semi-hérétiques professant le véritable esprit de pauvreté — au XVIII^e siècle, le bas-clergé gagné aux idées nouvelles — au XIX^e siècle, le Lamennais de l'Avenir ou des Paroles d'un croyant. C'était hier le prêtre guérillero Camillo Torrès et ce sont aujourd'hui ces prêtres ou religieux torturés dans les geôles d'Amérique latine. Ce sont aussi, plus exceptionnellement quelques évêques comme don Helder Camara et, précisément, comme Guy Riobé...

Seraient-ils manipulés par l'Eglise dont on a tendance à prétendre qu'elle a toujours deux fers au feu ? J'en doute fort. Certes, ils ne sont plus persécutés, mis en quarantaine ou excommuniés comme autrefois. Mais si l'attitude des responsables de l'Eglise s'est assouplie à leur égard, ils continuent à m'apparaître toujours un peu comme des francs-tireurs.

Or leur combat, souvent, s'apparente au nôtre, quand il ne se confond pas avec lui. Il serait à mon sens profondément injuste que, francs-tireurs nous-mêmes, nous semblions suspecter la loyauté de leur engagement.

Mais je veux faire confiance à nos camarades. Jean Moreau n'écrivait-il pas, dans la « R.P. » de décembre 1977 : « Nous ne nous tromperons pas d'adversaire. Le chrétien Lamennais combattant pour le peuple est un laïque, tandis que l'agnostique M. Thiers, fusilleur des Communards, est un clérical de la pire espèce. Ce sont les héritiers du dernier que sans relâche nous combattons ».

Joseph Delteil

En avril dernier, mourait à l'hôpital de Montpellier, à 84 ans, un bien singulier personnage, qui se qualifiait lui-même de « corps étranger tombé dans le monde littéraire comme un aéroliithe dans un poulailler ».

Joseph Delteil avait participé aux débuts du Mouvement surréaliste. Dans ce grand feu d'artifice du premier après-guerre, ses fusées à lui s'étaient appelées *Choléra* et *Sur le fleuve Amour*.

Mais, en 1925, il avait eu la faiblesse d'accepter le prix Femina pour sa *Jeanne d'Arc*, pouvant ainsi donner l'impression de se laisser récupérer. D'où l'excommunication fulminée par André Breton, dont on peut trouver le texte en appendice de *l'Histoire du surréalisme* de Maurice Nadeau.

Quelques années plus tard, Delteil quittait Paris pour s'installer dans un mas proche de Montpellier où il allait passer le reste de son existence à cultiver ses vignes, tout en continuant à écrire, lançant à de longs intervalles quelques derniers brûlots : *Jésus II* en 1947, *François d'Assise* en 1960.

Deux articles parus dans *le Monde* (13 avril et 5 mai) avaient attiré mon attention sur cet irrégulier, ce « paléolithique ». Les citations savoureuses qu'ils contenaient m'avaient mis l'eau à la bouche.

A peu près dans les mêmes moments, j'avais regardé le second volet d'une émission télévisée réalisée voici quelques années par J.-M. Drot : *Vive Joseph Delteil ou la grande journée*. J'y avais vu vivre, dans sa simplicité franciscaine et teintée d'humour, ce vieil homme qui, à la question : « Quel est pour vous le plus grand événement du XX^e siècle ? » avait répondu que, tous comptes faits, c'était selon lui... la révolte de mai 1968 !

Je me procurai donc le gros volume des *Œuvres* prétendument complètes — réduites en fait à six ouvrages seulement « et tout le reste au feu ! » par la désinvolte souveraineté de l'auteur.

La naïveté des *Fioretti*, alliée à la truculence de Rabelais, voilà Delteil. Faut-il faire la fine bouche devant certaines énormités ? Non, il y a chez Delteil comme chez Rabelais une santé, une haine de l'hypocrisie verbale et sociale qui balaie toutes les réticences.

Faut-il regretter sa « bondieuserie » ? Pas davantage. Sa *Jeanne d'Arc*, son *François d'Assise* ne sont pas des saints de sacristie, mais des inspirés qui vont droit leur chemin, sans considération pour les tabous périmés ni révérence à l'égard des pouvoirs établis. C'est bien pour cela que ceux-ci laissent brûler *Jeanne* et s'acharnent à récupérer *François* mort, en bâtissant, au-dessus de l'émouvante Portioncule d'Assise, l'énorme basilique de Sainte-Marie des Anges que Delteil rêvait de faire sauter à la dynamite.

Quant à *Jésus II*, c'est un fou authentique, l'évadé d'un asile qui, à vingt siècles de distance, recommence l'aventure de ce premier fou qu'avait été *Jésus de Nazareth*. Le voici, choisissant ses disciples parmi des marginaux de tous bords et partant avec eux, à travers le monde, pour une grande croisade contre le Mal...

Mais, succombant aux tentations de la chair, ses disciples l'abandonnent un beau soir. C'est alors au Pape lui-même, au vieux Pape « tout papu » que *Jésus* va proposer de prendre la tête de la Croisade :

« Je suis venu te mobiliser !... Tu dors, Pape, Pape papillon, Pape de pacotille, Pape de papotage !... Partout où se lève la haine, où triomphe l'injustice,

où farandole la guerre, là est ton travail. L'homme crie au secours. Prends ton bâton, prends tes yeux, prends ton cœur et vas-y ! ... T'emberlificote pas dans l'ancien péché, le péché de la chair !... Après Buchenwald... après Hiroshima... entre l'œuvre de chair et la bombe atomique, où est le Grand Péché ? »

Et de lui proposer de donner au monde un *Gouvernement de la Raison* où figureraient — entre autres — Jean Rostand, l'abbé Pierre, Guéhenno, Lanza del Vasto, Ignazio Silone, Bertrand Russell, le docteur Schweitzer et Nehru — un gouvernement qui opérerait « indépendamment des gouvernements officiels, par-dessus l'état de fait » et, à côté du fait, dirait le droit.

« En attendant... jette-toi devant les chars d'assaut... Qui osera tirer sur Toi ? — Ils oseront, murmura le Pape. — Ainsi soit-il, s'écria Jésus. Car ton cadavre... les emmerdera dans les siècles des siècles ! »

Le Pape finit par se laisser ébranler et s'apprête à suivre Jésus. Mais les suisses et la Sacrée-Secrétairerie d'Etat interviennent pour l'en empêcher. « Si j'étais Pape ! disait le Fou — Ah ! si j'étais fou, disait le Pape. »

Et ce sera la grande Apocalypse atomique, dont le Pape est une des premières victimes. Pour Jésus qui y échappe, Delteil propose deux dénouements, au choix du lecteur. Dans le premier, au terme d'une extravagante errance à travers des campagnes hallucinées, il rencontre le vieil Adam qui lui conseille de « prendre le maquis de l'âme ». Dans la seconde, il est poursuivi comme anarchiste, au cours d'une guerre civile où s'affrontent les survivants de l'hécatombe. Traqué dans une forêt, il est atteint d'une balle au sommet de l'arbre où il s'est réfugié. En dégringolant, il s'empale sur une branche cassée et agonise « les bras en croix, les pieds à pic, la tête couronnée d'épines ». Crucifixion dérisoire qu'accompagne, sur la plus haute branche, le chant du rossignol.

« De l'art à l'homme : telle fut ma démarche, a écrit Delteil dans la préface de ses *Œuvres complètes*... Au soir de ma vie, je crois en conscience que la vie d'un homme est plus importante qu'un chef-d'œuvre, je crois qu'un homme est plus qu'une cathédrale ».

Guy Riobé

Un flash à la radio, au cours d'un après-midi pluvieux de juillet dernier : on vient d'identifier comme étant celui de Mgr Riobé, évêque d'Orléans, un corps rejeté quelques jours plus tôt par la mer sur la plage de Port-Camargue et transporté à la morgue de Montpellier.

J'ai connu personnellement l'abbé Riobé dans les années 1944-1946. Notre premier contact eut lieu au moment des bombardements d'Angers. Aumônier d'Action catholique, il dirigeait une équipe de secours où j'avais rejoint des normaliens, catholiques pratiquants, qui avaient été mes condisciples et mes meilleurs amis en Terminale, au lycée d'Angers — puisque le gouvernement de Vichy, fermant les écoles normales, avait envoyé les élèves-maîtres dans les classes de second cycle des lycées.

Au soir des journées passées à remuer les décombres, pour en extraire les morts et les survivants, nous nous retrouvions, rue du Vollier, dans le bureau de l'abbé. Il appartenait à une famille de la petite

bourgeoisie angevine, au catholicisme très traditionnel. Mais c'était un esprit extrêmement ouvert, en prise directe avec les jeunes. Avec lui, nous parlions librement de tout, lui confiant comme à une sorte de frère aîné — il n'avait que douze à treize ans de plus que nous — nos problèmes et nos espoirs. C'est à lui, instinctivement, que j'ai pensé en découvrant, beaucoup plus tard, l'exceptionnelle personnalité de don Grigone, le « prêtre étrange », dans un des premiers chapitres de *Sortie de secours* d'Ignazio Silone.

Je continuai à le voir au cours des années suivantes quand, étudiant à Paris, je retournais en Anjou pour les vacances. Bien que lecteur passionné du *Combat* d'Albert Camus, je restais encore passablement fasciné par un Parti communiste dont je m'évertuais à croire — avec de plus en plus de mal, il est vrai — qu'il allait nous conduire, pour reprendre la formule même de *Combat*, « de la Résistance à la Révolution ». De tout cela l'abbé discutait volontiers et longuement avec moi. Il lui arrivait plus d'une fois de railler amicalement mes contradictions, mais ma flamme révolutionnaire était loin de lui déplaire. Pourtant mes préoccupations, trop exclusivement politiques, lui paraissaient sans doute un peu accessoires. L'essentiel alors pour lui était d'ordre spirituel. C'est à cette époque, en août 1945, très exactement — comme il l'a précisé dans ses entretiens avec Olivier Clément, publiés il y a quatre ans sous le titre *La Liberté du Christ* — à la suite d'une retraite près de Lyon, qu'il eut le sentiment de devenir vraiment chrétien, en découvrant que « le christianisme est la religion de l'amour et non la religion de la loi ».

Son amitié m'était précieuse mais, eu égard à nos préoccupations divergentes, l'aide qu'il pouvait m'apporter était forcément limitée. Nous perdîmes donc progressivement contact. Au cours de l'été 1946, j'avais d'ailleurs fait la rencontre — pour moi décisive — de Monatte et de ses amis syndicalistes révolutionnaires...

Je n'avais plus que par raccroc, de loin en loin, des nouvelles de l'abbé. A la mort de Mgr Costes, en 1949, il avait été promu vicaire général de Mgr Chappoulie, le nouvel évêque d'Angers... En 1961, Jean XXIII le désignait comme évêque coadjuteur au siège d'Orléans, dont il devenait titulaire deux ans plus tard.

Mais comment ce brillant *cursus honorum* aurait-il pu me faire imaginer l'extraordinaire évolution personnelle de celui que je continuais à appeler « l'abbé Riobé » ? Certes, je pouvais supposer qu'il n'avait pas été insensible à l'influence de Mgr Chappoulie, dont je savais la large ouverture aux questions sociales et aux problèmes du Tiers-Monde. Mais jusqu'où avait pu aller cette influence ? Pouvais-je deviner la bouleversante expérience sur laquelle elle avait débouché ? Car c'est, là encore, la lecture de *la Liberté du Christ* qui me l'a appris : « J'ai découvert pour la première fois (en 1957, en Amérique latine) ce que pouvait être la grande misère. En particulier en visitant les petits frères et les petits sœurs dans les *favellas* ou les *barriadas*... Et les pauvres m'évangélicisaient ».

Comment aurais-je pu soupçonner l'immense espoir soulevé en Guy Riobé par le Concile ? Comment aurais-je pu me douter qu'au soir du 30 mai 1968, quelques heures après le fameux discours de

reprise en mains de la situation politique par de Gaulle, l'évêque d'Orléans avait osé dire au cours d'une veillée œcuménique : « L'Évangile nous interdit de mettre sous l'unique nom de subversion tant d'efforts, de luttes, de sacrifices consentis, expression d'une authentique espérance en un monde plus humain. L'Évangile nous interdit de rejeter la violence des rues sans vouloir, en même temps, mettre un terme à toutes les violences causées par les injustices sociales et les atteintes à la dignité de l'homme » ?

Aussi quelle ne fut pas ma stupeur admirative lorsque, un jour de janvier 1969, j'appris qu'il était intervenu devant le tribunal d'Orléans en faveur de trois objecteurs de conscience !

Ce n'allait être pourtant que la première de ses « incartades » tant sur le plan politique que sur celui de la vie intérieure de l'Église. La presse et la télévision m'apprirent certaines d'entre elles comme la fameuse polémique avec l'Amiral de Joybert, après sa condamnation des armes nucléaires — ou son intervention à l'Assemblée de l'épiscopat français à Lourdes en faveur de l'ordination de laïcs, hommes ou même femmes, pour pallier la crise des vocations.

D'autres me furent révélées, une fois encore, rétrospectivement, par *la Liberté du Christ* : sa condamnation de la vente d'armes par la France au Brésil ou son attitude fraternelle vis-à-vis de la communauté israélite de sa ville au lendemain de la tristement célèbre « rumeur d'Orléans ».

Il n'y avait pourtant en lui, comme tous ceux qui l'ont approché en ont témoigné, aucun goût du « vedettariat ». Lorsqu'il montait en première ligne, c'était par un impérieux devoir de conscience. Uniquement parce qu'il n'y avait personne d'autre à se porter volontaire pour une mission trop périlleuse.

Quoi d'étonnant à ce qu'une profonde amitié se soit nouée entre lui et don Helder Camara, cet autre « prophète » !

A Olivier Clément qui l'interrogeait sur les racines de son engagement, il répondait en toute simplicité : « Je ne pouvais faire autrement. J'aurais eu le sentiment de trahir l'Évangile, de mettre la lampe sous le boisseau, de laisser s'affadir le sel et le levain... »

Et, dans le même esprit, justifiant en avril 1977 devant un auditoire de jeunes son militantisme à Amnesty International et à l'A.C.A.T. (Association des Chrétiens pour l'Abolition de la Torture) : « Les cris des milliers de torturés ne cesseront de hurler dans ma conscience tant que je saurai qu'un de mes frères est nu devant les bourreaux. Garder le silence serait trahir l'Évangile. Jésus-Christ, c'est toujours lui qui nous pousse à nous mettre debout au lieu de ramper. »

Le Monde des 9 et 10 juillet dernier publiait de lui une « confession de foi » qui se trouve prendre valeur de testament. Un passage de ce texte m'avait particulièrement frappé : « L'Église, à divers moments de son histoire, a pris peur de l'Esprit, a cessé d'être mystique et créatrice pour devenir juridique et moralisante. Alors les bourrasques de l'Esprit ont soufflé à sa périphérie et parfois contre Elle dans une grande exigence de vie créatrice, de justice et de beauté. « Il y a des athées ruisselants de la parole de Dieu », disait Péguy, et c'est toujours vrai. »

La tentation de reprendre contact avec Guy Riobé — pour faire une sorte de point de ce tiers de siècle qui, malgré la séparation, nous avait paradoxalement rapprochés — m'avait alors effleuré. Quelques jours plus tard, j'apprenais sa mort...

Yves DELAUNAY.

ENTRE NOUS

Il y a assez longtemps que nous n'avons parlé entre nous des affaires intérieures de « la R.P. ». Elles n'intéressent pas que la petite équipe qui la fabrique chaque mois non sans difficultés.

Un malheur vient de frapper gravement cette équipe : Jacques Gallienne est mort brusquement le 30 décembre. Nous sommes frappés non seulement dans l'amitié fraternelle que Gallienne avait su créer autour de lui. « La R.P. » est frappée dans sa rédaction et dans les travaux pratiques de sa fabrication auxquels Gallienne prenait sa part.

Il faut que les camarades comprennent bien que le remplacement n'est pas facile : les plus jeunes de l'équipe travaillent professionnellement et ils n'ont pas toujours le temps disponible pour bâtir un numéro complet sans que sa parution prenne un retard regrettable. Nous avons cependant trouvé plusieurs camarades qui, en devenant rédacteurs ou correcteurs plus réguliers, nous permettront sans doute de combler le vide que la mort vient encore de creuser parmi nous, sans faire oublier le bon et franc camarade que nous venons de perdre.

Un dernier mot (qui devrait être le premier) : une revue comme la nôtre a du mal à survivre dans une situation qui abat d'autres journaux apparemment

plus forts. Nous nous débattons dans des difficultés d'argent. Le loyer de notre boutique va encore augmenter de 50 % ! Notre seul moyen, notre seule force, c'est l'attachement et la générosité que manifestent nos amis lecteurs, surtout ceux qui nous connaissent depuis longtemps. Il faut que d'autres fassent connaissance avec notre entreprise originale et obstinée. Il faut qu'ils apprennent aussi à la soutenir de leurs deniers. C'est à eux, et aux anciens encore, que nous faisons appel.

En dépit de perspectives grises, « la R.P. », vétéran de la lutte sociale, doit aborder 1979 avec une en-casse suffisante déjà à régler les derniers numéros de 78 ! Votre solidarité, camarades et amis, ne doit pas faiblir.

FAITES CONNAITRE LA « R.P. »
AUX JEUNES MILITANTS.

SOUSCRIVEZ DES ABONNEMENTS
D'ESSAI.

LES VIRAGES DU P.C.F. SUR LA QUESTION LAÏQUE

Du cinquantième au centième anniversaire de l'École laïque

« Eh ! mon Dieu, disait Mlle de Saint Yves, comment se peut-il que les Hurons ne soient pas catholiques ? Est-ce que les RR.PP. Jésuites ne les ont pas tous convertis ? »

L'Ingénu l'assura que dans son pays on ne convertissait personne ; que jamais un vrai Huron n'avait changé d'opinion, et que même il n'y avait point dans sa langue de terme qui signifiât inconstance. »

VOLTAIRE.

La politique des années 30 : antilaïque et antisocialiste

Le 17 avril 1925, le gouvernement Herriot est renversé par l'Assemblée suite à une campagne hystérique de la Fédération nationale catholique dirigée par le général de Castelnau.

Il voulait appliquer la loi sur les congrégations et étendre à l'Alsace-Lorraine la législation républicaine.

L'Assemblée des archevêques et cardinaux de France avait déclaré le 10 mars 1925 : « les lois de laïcité sont injustes : d'abord, parce qu'elles sont contraires aux droits formels de Dieu. »

« Les directions pontificales aux catholiques de France » demandent aux catholiques de « s'unir dans la défense de la religion pour combattre la législation athée... »

Les années trente voient se multiplier les appels au boycott des écoles publiques, les vexations les plus diverses contre ses maîtres qui se doublaient d'entrave à l'exercice de leurs droits syndicaux.

C'était l'époque où, divisé en C.G.T. et C.G.T.-U., le mouvement syndical était représenté chez les enseignants par le S.N.I. et la F.G.E. confédérés à la C.G.T. et la Fédération de l'Enseignement F.U.E., regroupant des syndicats départementaux et dirigée par des syndicalistes révolutionnaires, confédérée à la C.G.T.-U. dirigée elle par les communistes.

L'École Laïque fêtait ses 50 ans.

Georges Cogniot, leader de la M.O.R. (Minorité oppositionnelle révolutionnaire), tendance communiste de la F.U.E., qui, quelques mois auparavant, appelait à « faire respecter les lois sur la laïcité constamment violées et à promouvoir les idées de laïcité, que des syndicalistes n'ont ni à surestimer ni à renier », Cogniot donc fêtait l'anniversaire de la « laïque » par les slogans du genre :

« A bas l'école laïque de la bourgeoisie,

A bas l'école confessionnelle de la bourgeoisie !

Il faut les mettre dans le même sac ! »

Un adjoint de G. Cogniot, Boyer, auteur célèbre à l'époque d'une brochure « l'École laïque contre la classe ouvrière » donnait l'explication « doctrinale » au congrès de la F.U.E. de 1931 :

« ... école religieuse et école laïque sont deux méthodes complémentaires d'asservissement de la bourgeoisie au pouvoir. »

Il en tirait les conséquences les plus absurdes dans sa brochure :

« Il est faux que par le seul fait d'instruire les hommes on les libère. L'une des raisons pour lesquelles le prolétariat russe a pu se libérer le premier de l'exploitation bourgeoise est sans nul doute l'ignorance où il se trouvait. »

Le S.N.I. eut toujours une position ferme à propos de la laïcité au contraire de ces « révolutionnaires » « alliés objectifs » du parti clérical et conservateur. Au sein de la F.U.E., des syndicalistes révolutionnaires le reconnaissent :

« La défense laïque, dont nous sommes les meilleurs artisans parce que nous n'en faisons que l'un des côtés de notre action sociale peut nous rapprocher momentanément de certains collègues réformistes. » (L'Action syndicaliste, novembre 1931.)

L'Emancipation du 26-07-31, supplément au n° 43 de l'École Emancipée, organe de la F.U.E., traitait du thème « Ecole laïque et Prolétariat » à partir des rapports de syndicats départementaux.

Il montrait qu'on pouvait croire à une meilleure école sans pour autant mettre en cause le progrès essentiel que représentait la laïcité. Le rapport paru dans l'Emancipation du 26-07-31 répondait aux slogans de la M.O.R. de la façon suivante :

« Historiquement, le moment est donc venu où la défense de l'École laïque est devenue un devoir révolutionnaire et la défense de nos revendications une « défense révolutionnaire ».

...

« L'Italie fasciste a supprimé l'école laïque, le Christ de nouveau est placé dans les écoles, l'enseignement du catéchisme est obligatoire, les manuels glorifient Dieu et Mussolini — envoyé par Dieu pour régénérer l'Italie. »

Reprenant des positions issues des mêmes principes que ceux de la M.O.R. :

« L'École laïque est une école de classe. Ses méthodes et ses programmes constituent un plan d'asservissement des masses. Elle tend à donner une culture reposant sur la dissimulation des réalités économiques, historiques et sociales. »

Les dirigeants de la Fédération unitaire n'en considéraient pas moins que :

« L'École laïque est cependant l'école populaire et l'ouvrier y envoie ses enfants, de préférence à l'école confessionnelle.

L'École confessionnelle, « éteignoir de sacristie », manufacture de pénombre, vaste entreprise d'obscurantisme et de résignation à l'ordre établi, reprend, dans certaines régions, le terrain perdu, grâce au soutien de la bourgeoisie, devenue à nouveau alliée du catholicisme politique. »

Opposés au rôle libérateur de l'école, comme la M.O.R., lorsqu'ils concluent :

« Dénoncer la duperie du réformisme qui veut faire croire que l'école peut transformer la société. »

Ils considèrent tout de même qu'il y a quelque chose à y faire.

« L'École laïque correspond à une période de l'histoire sociale. Elle porte en elle une partie des revendications des révolutionnaires du passé, mais aussi les germes de l'école de demain. »

Pour résumer leur position :

« L'école confessionnelle, c'est l'école du passé ; l'école laïque, c'est celle du présent ; l'école du travail, c'est celle de l'avenir. »

C'était à l'époque où la révolution russe avait allumé de grands espoirs et où ses réalisations n'avaient pu être encore suivies jusqu'au bout de son histoire.

Il reste que lorsque les représentants de la M.O.R. osaient dire, comme au Conseil fédéral du 2 avril 1931 : « Le prolétariat n'a pas besoin de s'éduquer comme voudrait le faire croire l'*Ecole Emancipée* ; le prolétariat fait son éducation dans l'action ; présenter la défense de l'école laïque, c'est s'engager dans la voie du défaitisme », un responsable de la Fédération unitaire comme Daygues répondait : « Si je pensais que je fais œuvre néfaste au titre d'instituteur laïque, je ne resterais pas une minute de plus à mon poste. » (*L'Emancipation* - 26 avril 1931.)

L'Ecole libératrice qui consacrait régulièrement de longs articles à la défense laïque dénonçait par la même occasion la politique antilaïque du courant communiste à l'intérieur de la F.U.

Cette politique antilaïque, qui divisait les forces de progrès, ne pouvait être séparée de la théorie du « social-fascisme » des partis communistes, théorie qui désignait les partis socialistes comme l'adversaire, en lieu et place de la droite. Une telle théorie permettra à Hitler de prendre le pouvoir, profitant de la division de la gauche en Allemagne.

L'unité populaire de 1936 allait au contraire être préparée sur le plan syndical par des militants du S.N.I. et de la Fédération unitaire, par la réunification confédérale de 1935.

Les communistes furent les derniers à accepter l'unité syndicale, contraints et forcés par le désir d'union des travailleurs.

En 1934, la C.G.T. de Léon Jouhaux syndiquait 490.000 personnes et la C.G.T.-U. communiste 264.000.

Cette dernière, devenue la courroie de transmission avouée du P.C., avait vu fondre ses effectifs à force d'attaquer systématiquement les dirigeants socialistes et cégétistes.

Mais en février 1934, les libertés républicaines sont menacées. La C.G.T. décide le principe d'une grève générale pour le 12. Le P.C. et la C.G.T.-U. lancent un mouvement de grève pour le 9, puis également pour le 12.

Le 12 février 1934, l'union des deux manifestations se réalise, cours de Vincennes.

1936 : Front populaire ou Union nationale avec les cléricaux

Le mouvement vers le Front populaire, et sur le plan syndical vers la réunification au Congrès de Toulouse est lancé.

Les syndicalistes du S.N.I., les laïques auront fort à faire pour que la question laïque ne soit pas escamotée.

Les communistes qui, avant 34, se joignaient aux attaques antilaïques par gauchisme vont, cette fois-ci, donner à ces attaques une forme opportuniste.

Le délégué des Ardennes au congrès du S.N.I. de 36 intervenait ainsi :

« Le Syndicat national qui est une des forces les plus écoutées du Front populaire ferait bien d'éduquer sur le terrain laïque certains éléments du Front populaire.

Je demande qu'on n'assiste plus à ce spectacle de voir certains membres influents d'un comité départemental de Front populaire venir contrarier l'action laïque sous prétexte que l'ennemi ce sont uniquement les 200 familles, que l'ennemi, c'est le fascisme. Nous ne pouvons souscrire à l'union nationale avec les cléricaux, et lorsqu'on voit dans un congrès mondial de la jeunesse, intimement unies jeunesses catholiques et jeunesses communistes, on se demande si l'on oublie si vite les attaques cléricales de jadis et celles que viennent de souligner plusieurs de nos camarades. (Applaudissements.) Pas de compromissions ! De ce congrès doit sortir une chose : le cléricalisme a été, et sera toujours l'ennemi. » (Applaudissements.)

Déjà en 36 la question laïque était considérée par certains comme une « diversion ».

En avril 36, Maurice Thorez, à la radio, lançait l'appel célèbre de la main tendue, republié depuis par *l'Humanité*, le 11-6-76, à l'occasion de « *l'Appel aux chrétiens de France* » de G. Marchais à Lyon.

Maurice Thorez tendait la main à tout le monde « catholique, ouvrier, employé, artisan, paysan » et même au « volontaire national, ancien combattant devenu Croix de feu ». Au cas où le lecteur du 6-76 l'ignorerait, *l'Humanité* précise en bas d'article que « les Croix de feu et les Volontaires nationaux formaient un mouvement fasciste dirigé par le colonel de la Rocque ».

En 1930, école laïque et école religieuse étaient à mettre dans le même sac. En 1937, dans son discours aux cadres du P.C. de la Région parisienne, discours dit « de la main tendue », l'école religieuse devient un élément fondamental de la « liberté » pour Maurice Thorez :

« Il en est de même, pensons-nous, en ce qui concerne la défense, contre la menace fasciste, des libertés démocratiques, au premier rang desquelles figure la liberté de conscience. Et la liberté de conscience suppose le libre exercice du culte, le *libre choix de l'enseignement*. » (Souligné par nous.)

La hiérarchie catholique était parée de toutes les vertus par le chef du P.C. L'encyclique « *Quadragesimo anno* », promulguée en 31 par le pape Pie XI, sur les principes de laquelle Salazar édifiera son régime corporatiste au Portugal, est citée en exemple par le grand révolutionnaire, « premier stalinien de France ».

Qui d'autres que les militants du S.N.I. ont alors tenu bien droit le drapeau laïque, le drapeau du dialogue et de la tolérance ?

Déjà dans *L'Ecole libératrice*, en 1935, Marcel Giron cernait le rôle de l'Institution cléricale :

(Suite page 20.)

LETTRE D'AMÉRIQUE

Dans une précédente lettre d'Amérique, j'ai rapporté l'opinion, plutôt pessimiste, de Robert Heilbroner, un économiste de la NEW SCHOOL FOR SOCIAL RESEARCH, sur l'avenir du capitalisme. Un paragraphe de l'article qu'il avait donné au magazine libéral *THE NEW YORKER*, l'été dernier, avait particulièrement retenu mon attention. Il illustre, en effet, la valeur explicative, sinon prémonitrice de la fiction romanesque, valeur que les critiques formalistes se font un point d'honneur d'ignorer. Rappelant la morosité des milieux financiers de Wall Street au printemps de 1978 il écrivait : « Je connais de longue date un courtier qui avait été, au cours des dernières années, le champion résolu d'un optimisme raisonnable. Il me confia, au cours d'un déjeuner au début d'avril dernier, qu'il s'était finalement rendu à l'opinion dominante. "Je ne sais pas ce qui cause l'humeur noire de Wall Street, me dit-il, mais j'en suis finalement venu à la partager. Avez-vous lu le roman intitulé *LE KRACH DE 1979* ? (Paul E. Erdman, *The Crash of '79*. New York : Simon & Shuster. 1976). Pas tellement les chapitres qui traitent de la guerre nucléaire, que ceux qui décrivent l'effondrement, l'inflation galopante, ce genre de choses ? C'est absurde, mais c'est de cela dont on parle ces temps-ci. Je ne veux pas nourrir ou encourager ce genre de spéculations, mais je ne pense pas qu'on puisse les rejeter en bloc". »

Au moment où j'écris ces lignes, au début de décembre 1978, à la veille d'une nouvelle réunion de l'organisation des pays producteurs de pétrole, au cours de laquelle une hausse importante du prix de l'or noir sera peut-être décidée, au lendemain de l'annonce d'un resserrement du crédit, les Américains, même les plus conservateurs et les mieux pourvus, ne cachent plus leurs craintes de voir une dépression économique ou peut-être même une crise de plus grande ampleur, semblable à celle de 1929, se déclencher en 1979. Certes il y a une part de romantisme catastrophique dans tout cela. Mille neuf cent soixante dix-neuf sera le cinquantième anniversaire du fameux krach de Wall Street qui donna le signal d'une véritable débâcle économique dont le monde ne sortira vraiment qu'après le déclenchement de la Seconde Guerre mondiale. Mais on peut comprendre que des hommes qui jouent toute leur vie avec des chiffres ne sauraient être insensibles aux suggestions qu'éveillent dans les esprits ce demi-centenaire. Derrière cette appréhension à l'approche d'une échéance plutôt pressentie que clairement datée, il y a des considérations beaucoup plus sérieuses. Et, de celles-ci, le roman de Paul Erdman nous donne une vision globale qu'on ne trouve que bien rarement dans les écrits plus académiques des économistes universitaires.

Il n'est pas indispensable d'insister sur tous les préjugés ethniques dont le roman se fait le complaisant écho ni sur les scènes de beuveries et les exploits érotiques du *JET SET* international où l'on voit un ex-banquier américain, Bill Titchcock, devenu conseiller financier de l'Arabie séoudite, jouer les James Bond, fasciné par les beaux yeux d'une juive suisse qui lui procure de fulgurantes voluptés.

La partie vraiment substantielle et troublante du roman c'est celle qui explique d'une façon tout à fait convaincante pour le non-spécialiste, la grande faiblesse, résultant d'une longue maladie tenue secrète jusqu'alors, du système monétaire et financier du monde capitaliste, contrôlé par une poignée de grandes banques internationales.

Bien qu'il refuse *a priori* la théorie de l'existence d'un pouvoir occulte, motivé uniquement par l'appât du gain, qui déciderait dans l'ombre du sort du monde, Paul Erdman, ou tout au moins son héros Bill Hitchcock, avance quelques bons arguments qui inciteraient à croire à son existence. Depuis les années trente, lorsque Bernard Baruch faisait la liaison entre Wall Street et Roosevelt, les grandes banques ont eu des hommes à elles aux échelons les plus élevés du gouvernement. Lucius Clay qui, après la seconde guerre mondiale, était le haut-commissaire américain en Allemagne, devint membre du conseil d'administration de la firme Lehman frères après sa retraite. John J. Cloy, qui lui succéda en Allemagne, se retrouva plus tard à la tête de la banque Chase Manhattan ainsi que d'une douzaine de sociétés multinationales. Eisenhower avait comme adjoint Charles Wilson qui affirmait que tout ce qui est bon pour General Motors l'est *a fortiori* pour les Etats-Unis. Georges Ball, un autre poulain de la firme Lehman frères, devint ministre des Affaires étrangères et George Mc Bundy passa sans difficultés du même ministère à la direction de la fondation Ford. Quant aux liens entre Henry Kissinger et l'empire Rockefeller ils sont trop connus pour qu'il soit nécessaire d'y insister.

Les grandes banques, depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale, ont prêté énormément d'argent aux municipalités, aux Etats américains et au gouvernement fédéral. Cela a souvent donné de mauvaises habitudes aux hommes politiques qui, surtout aux veilles d'élections, préféraient lancer des emprunts plutôt que de lever de nouveaux impôts, toujours impopulaires. C'est ainsi qu'en 1975 la Ville de New York fut acculée à la banqueroute par les banques parce que ses rentrées d'impôts risquaient de n'être plus suffisantes pour assurer à la fois les services publics indispensables, dans une métropole aussi gigantesque, en même temps que le service de ses lourds emprunts. New York ne fut sauvée, in extremis, qu'en donnant toutes les assurances nécessaires aux banques, c'est-à-dire en s'engageant à mettre de l'ordre dans ses affaires de manière à pouvoir payer religieusement les intérêts de ses emprunts, en ne gaspillant plus ses rentrées d'impôts en venant inconsidérément à l'aide de ses concitoyens les plus défavorisés.

Dans le roman, et il semble bien aussi dans la réalité, au début de 1979 la situation financière des Etats-Unis et du monde occidental dans son ensemble n'était guère plus brillante que celle de la Ville de New York en 1975. De plus, à cause de la hausse générale de prix due à l'inflation, du chômage tenace et d'une politique hasardeuse d'investissements dans le tiers-monde, les banques elles-mêmes commençaient à manquer de liquidités. Le gouver-

nement, déjà pris à la gorge par l'inflation, ne pouvait pas grand-chose pour elles. La croissance phénoménale des Etats-Unis depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale, reposait en fait, on s'en aperçoit de plus en plus clairement chaque jour, sur l'abondance des matières premières. L'énergie à bon marché, une main-d'œuvre nombreuse, peu organisée syndicalement et politiquement, ainsi que sur l'argent qui affluait du monde entier pour s'investir dans une économie apparemment dynamique et prospère, prometteuse de rapides et substantiels profits. Depuis la crise du pétrole de 1973, bien des éléments de cette prospérité sans précédent étaient remis en question. Si l'on accepte la thèse de Paul Erdman, selon laquelle ce sont les gouvernements qui reposent sur le crédit que les banques peuvent leur accorder et non l'inverse, l'aspect le plus préoccupant de la crise commencée en 1978 serait donc la fragilité du système bancaire. En gros, les banques américaines disposent d'un capital social de l'ordre d'un billion de dollars, soit 1.000.000.000.000.—, dont le quart serait contrôlé par Chase Manhattan, First National City, Chemical, Manufacturers Hannover, Marine Midland, Morgan Guaranty, Bank of America, Wachovia, Continental Bank of Chicago. The Mellon Bank, Security Pacific, Western Bancorporation. L'argent que ces banques prêtent — et qui constitue la source réelle de leurs revenus — est garanti, en principe, par l'existence de ce capital dont l'importance et la solidité nourrissent la confiance des milliers de petits épargnants qui confient leurs liquidités aux banques. Cet argent frais, qui normalement afflue quotidiennement à leurs guichets, leur est aussi indispensable que le sang à l'organisme humain, car il constitue la base réelle du complexe édifice du crédit.

Traditionnellement les banques prêtaient, de préférence à court terme, aux gouvernements, aux propriétaires voulant faire construire, aux grandes compagnies se bâtissant de somptueux bureaux, aux chantiers navals construisant des pétroliers. Au cours des années soixante, les banques américaines s'aperçurent que la spéculation immobilière était bien plus profitable que leurs placements habituels. Alors que ceux-ci rapportaient en moyenne 8 %, les fonds placés dans la construction rendaient souvent le double. Les banques constituèrent donc alors une agence spécialisée qui, en quelques années, investit environ 300 milliards de dollars dans cette spéculation. Lorsque l'expansion économique qui durait depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale commença à donner des signes d'essoufflement, les banques s'aperçurent qu'une importante proportion de l'argent avancé pour des prêts apparemment des plus sûrs, ne serait jamais remboursée. Les immeubles de luxe ne trouvaient plus de locataires disposés à payer les loyers qu'ils demandaient. Les pétroliers construits ou en cours de construction ne trouvaient plus preneurs. Les gouvernements étrangers parvenaient à peine à payer les intérêts des sommes empruntées et il était hors de question, pour la plupart d'entre eux, de commencer le remboursement du principal. Si l'on doit en croire Paul Erdman, 40 % du revenu total de pays tels que l'Uruguay, l'Egypte, la Zambie et le Mexique, ainsi que 30 % du revenu total de la Birmanie, du Nicaragua, de l'Algérie, de la Bolivie, du Congo et du Soudan sont nécessaires pour payer les seuls intérêts des emprunts qu'ils ont contractés auprès des banques américaines. En

bref moins du quart du capital comptabilisé par les banques correspondrait à des biens réels, et encore une grande partie de ceux-ci ne sont pas vraiment négociables, le reste représentant des créances plus que douteuses.

Si les banques n'ont pas encore fait faillite, c'est qu'elles continuent à attirer des dépôts nouveaux dans leurs caisses qui leur permettent de faire face à leurs obligations à court terme et aux retraits de fonds de leurs clients. De telles pratiques sont en contradiction formelle avec la règle d'or du système bancaire qui consiste à emprunter à long terme et à prêter à court terme, en prenant bien soin d'avoir un très grand nombre de déposants, apportant à la banque de petites sommes et de ne prêter qu'à un petit nombre de gros emprunteurs présentant toutes les garanties désirables. Mais nous avons vu que les « bons » emprunteurs s'avéraient souvent insolubles dans les circonstances actuelles, qu'il s'agisse des gouvernements étrangers, des villes et même des promoteurs de l'immobilier. Les particuliers et les petits épargnants mis ensemble ne disposant pas de sommes suffisantes pour alimenter la trésorerie des banques, celles-ci doivent avoir recours, pour faire face à leurs paiements, aux autorités monétaires contrôlant la planche à billets, ce qui nourrit l'inflation, ou aux gros prêteurs étrangers disposant d'un surplus de dollars, c'est-à-dire, en fait, aux pays exportateurs de pétrole.

Ce que le roman *Le Krach de 1979* s'efforce d'illustrer, c'est que les banques américaines et a fortiori le gouvernement américain, sont désormais à la merci des pays exportateurs de pétrole, détenteurs de dollars. Les gouvernements de ces pays de l'O.P.E.P., où le contrôle des investissements se trouve concentré dans quelques mains, pourraient très bien se concerter pour retirer avec ensemble l'argent qu'ils prêtent à court terme aux banques américaines et, à travers elles, aux villes, aux Etats et au gouvernement fédéral lui-même. Que se passerait-il alors ?

Très vite, les banques manqueraient de liquidités pour faire face à leurs obligations et aux retraits des petits épargnants. Si une seule banque devait fermer ses guichets, le signal serait donné qui précipiterait la masse de ses clients à chercher à retirer les fonds déposés à vue. Afin de restaurer la confiance, les banques pourraient faire appel au gouvernement fédéral qui userait de son privilège de frapper monnaie et produirait les liquidités nécessaires pour sauver la banque en difficulté.

Dans le roman, Paul Erdman imagine qu'en dépit de l'alimentation des caisses, non seulement d'une banque mais de tout le système bancaire américain par l'inflation de la circulation monétaire, les clients des banques, informés de la situation menaçante au Moyen-Orient (la fiction suppose le déclenchement d'un conflit armé entre l'Iran et les autres pays arabes), continuent de retirer leur argent et cherchent à l'investir en biens de consommation et en valeurs durables. Très vite, les magasins sont vidés et la production s'arrête car les industriels ne veulent pas céder les matières premières et les produits fabriqués qu'ils détiennent en stock contre une monnaie désormais sans valeur. C'est la crise, c'est l'effondrement qui marque la fin du capitalisme financier et commercial tel que nous le connaissons.

Après de pénibles ajustements à cette nouvelle réalité, l'auteur du roman suppose que les Etats-Unis reviennent à une économie de subsistance où règne l'austérité, tandis que les pays riverains du Golfe Persique sont réduits à l'impuissance par l'intervention militaire des Etats-Unis et une guerre fratricide secrètement manipulée par Israël.

Je n'ai fait que résumer à grands traits la thèse centrale du roman exposant comment une crise de confiance, née des spéculations hasardées des banques et des gouvernements vivant au-dessus de leurs moyens, ainsi que les ambitions politiques des pays pétroliers pourrait amener l'effondrement de tout le système. Que les financiers de Wall Street prennent le scénario imaginé par Paul Erdman très au sérieux me paraît constituer la meilleure preuve possible de sa vraisemblance. Une foule de détails précis du roman, sur la politique du Shah d'Iran, par exemple, semble donner à plusieurs développements de ce livre une valeur prémonitoire.

Pierre AUBERY.

(Suite de l'article de P. CHAINTRON)

La laïcité et le P.C.F.

« Quand nous avons dénoncé l'Eglise comme un des piliers de la réaction sociale et comme l'adversaire séculaire de l'émancipation du peuple, on n'a pas manqué de nous accuser de sectarisme » et, après avoir établi la distinction entre les croyants attachés aux libertés publiques et « l'Eglise officielle », il montrait la responsabilité de cette dernière dans les progrès du fascisme en Europe :

« C'est d'autant plus réconfortant que l'Eglise est nettement en faveur du fascisme. En Autriche, Schussnigg, comme l'a été Dolfuss, est l'homme de la Papauté et des Jésuites. Le régime corporatif autrichien, le régime corporatif portugais sont inspirés par l'encyclique *Quadragesimo anno*. »

La lecture des débats du congrès du S.N.I. de 36 montre une certaine déception des militants laïques devant le Front populaire.

Le Goff, du Morbihan : « ... chaque fois que nous voulons demander au gouvernement de prendre des mesures de défense de l'école laïque, ce sont des armolements. »

Senger, du Haut-Rhin : « ... nous avons cherché en vain dans le programme du Front populaire une allusion au régime d'exception qui méconnaît, dans les trois départements recouverts, la liberté de conscience et les droits qui en découlent. »

Le discours de M. Thorez nous l'a montré : ce n'est pas cette carence du Front populaire qui empêchait le P.C. de participer à son gouvernement.

1939 : le pacte germano-soviétique, l'approche de la guerre.. une voix laïque s'élève : Joseph ROLLO

Si on pouvait reprocher au gouvernement de F.P. de ne pas agir suffisamment pour la promotion et la défense de la laïcité, on ne pouvait par contre que s'opposer au zèle du leader communiste à agir pour... « la liberté de l'enseignement ».

Ce qui n'avait pu être obtenu du Front populaire ne pouvait pas l'être, bien évidemment, du gouvernement Daladier qui, en 38, remettait en cause les lois sociales de 1936, augmentant les impôts, licenciant plusieurs dizaines de milliers de cheminots, etc.

Alors que la démocratie était plus que jamais en danger, en 1939, il s'est trouvé le S.N.I., par la plume de J. Rollo, pour faire résonner l'appel à la défense de la laïcité. Qui d'autre pouvait le faire ?

« Les hommes politiques qui évoquaient jadis avec émotion cette fameuse « pierre angulaire de la République » se taisent. Cette pierre se dégrade et s'effrite. Qui s'en inquiète ? »

Et plus loin :

« Toujours est-il que, depuis trois ans et plus, nulle voix autorisée n'a rappelé à ceux qui l'oublient que la démocratie française et la laïcité sont solidaires. L'éclat de l'une illumine l'autre ; l'obscurité sur l'une voile l'autre. Elles se fortifieront ou périront ensemble. Aucune politique généreuse ne sera possible, aucun rayonnement culturel, économique et social, ne se produira si n'est pas développée, améliorée, perfectionnée encore et sans cesse l'école nationale, qui a cimenté les fondements de la démocratie.

Les chefs de notre république semblent avoir perdu le souvenir de ces vérités essentielles. Un autre souci, fort différent, les anime. Pour sauver le pays menacé, le concours de l'Eglise, puissance de liberté et force de paix, serait indispensable. »

Et J. Rollo reprenant les exemples de la France, de l'Allemagne, de l'Autriche, du Portugal, de l'Italie et de l'Abyssinie, montre de quel côté se retrouve à chaque fois l'Institution cléricale. Il cite, entre autres, l'adresse du pape Pie XI à Franco en 1938 :

« C'est pour défendre l'idéal de la foi et de la civilisation chrétienne que la partie saine du peuple espagnol s'est dressée courageusement et, avec l'aide de Dieu, a résisté victorieusement aux forces dissolvantes des ennemis du Christ. »

Manifestement, la « main tendue » par Thorez n'avait pas été acceptée. Ou plus exactement, les discours du genre de « la main tendue » n'ont pu qu'obscurcir les consciences laïques et retarder l'évolution des croyants attachés à la démocratie.

Il a fallu qu'Hitler s'en prenne aux catholiques allemands pour que le pape rédige l'encyclique *Mit Brennender Sorge* qui condamnait le nazisme ; encyclique dont J. Rollo donne un aspect significatif :

« Dans cette encyclique, vous cherchez vainement l'ombre d'une allusion aux persécutions infligées par l'Allemagne nazie aux républicains de toutes nuances : leurs partis sont disloqués, leurs biens confisqués, leurs militants sont arrêtés, enfermés dans des camps de concentration, parfois « suicidés » ou décapités ; des milliers d'hommes libres fuient cette atmosphère étouffante, où le droit n'est plus respecté. Le pape n'en sait rien, ou, plutôt, le pape approuve. Il ne s'en émeut que le jour où les libertés de son Eglise sont en péril. »

Ainsi, la démarche authentiquement laïque de J. Rollo l'amène à jeter un cri pour la démocratie au moment où tous ceux qui n'ont pas agi ou ont agi contre la laïcité, entre Munich et l'accord germano-soviétique, subissent la dislocation de la République.

P. CHAINTRON.

(A suivre.)